Études de l'Ifri
Focus stratégique 95

L'IRAN ET SES PROXYS AU MOYEN-ORIENT

Les défis de la guerre par procuration

Morgan PAGLIA
Vincent TOURRET

Mars 2020

FONDATION pour la RECHERCHE STRATÉGIQUE

ifri depuis 1979 Centre des études de sécurité

L'Ifri est, en France, le principal centre indépendant de recherche, d'information et de débat sur les grandes questions internationales. Créé en 1979 par Thierry de Montbrial, l'Ifri est une association reconnue d'utilité publique (loi de 1901). Il n'est soumis à aucune tutelle administrative, définit librement ses activités et publie régulièrement ses travaux.

L'Ifri associe, au travers de ses études et de ses débats, dans une démarche interdisciplinaire, décideurs politiques et experts à l'échelle internationale.

En partenariat avec

L'Observatoire des conflits futurs est un contrat-cadre pluriannuel d'études mené par un consortium réunissant la Fondation pour la recherche stratégique et l'Institut français des relations internationales sous le pilotage des trois états-majors d'armée.

Les opinions exprimées dans ce texte n'engagent que la responsabilité des auteurs.

ISBN : 979-10-373-0146-8

© Tous droits réservés, Ifri, 2020

Comment citer cette publication :

Morgan Paglia et Vincent Tourret, « L'Iran et ses "proxys" » au Moyen-Orient. Les défis de la guerre par procuration », *Focus stratégique*, n° 95, Ifri, mars 2020.

Ifri

27 rue de la Procession 75740 Paris Cedex 15 – FRANCE

Tél. : +33 (0)1 40 61 60 00 – Fax : +33 (0)1 40 61 60 60

E-mail : accueil@ifri.org

Site internet : Ifri.org

Focus stratégique

Les questions de sécurité exigent une approche intégrée, qui prenne en compte à la fois les aspects régionaux et globaux, les dynamiques technologiques et militaires mais aussi médiatiques et humaines, ou encore la dimension nouvelle acquise par le terrorisme ou la stabilisation post-conflit. Dans cette perspective, le Centre des études de sécurité se propose, par la collection ***Focus stratégique***, d'éclairer par des perspectives renouvelées toutes les problématiques actuelles de la sécurité.

Associant les chercheurs du centre des études de sécurité de l'Ifri et des experts extérieurs, ***Focus stratégique*** fait alterner travaux généralistes et analyses plus spécialisées, réalisées en particulier par l'équipe du Laboratoire de Recherche sur la Défense (LRD).

Auteurs

Morgan Paglia est chercheur au Centre des études de sécurité de l'Ifri. Diplômé de l'IEP d'Aix-en-Provence et doctorant à l'Institut Catholique de Paris ses travaux portent sur l'évolution du débat stratégique américain et les problématiques de déni d'accès depuis la première guerre du Golfe. Il a récemment publié avec Elie Tenenbaum et Nathalie Ruffié, « Confettis d'empire ou points d'appui ? L'avenir de la stratégie française de présence et de souveraineté » dans la collection *Focus Stratégique* (2020).

Vincent Tourret, chargé de recherche à la Fondation pour la recherche stratégique. Titulaire d'un Master en Histoire de l'Université Paris 4. Ses travaux portent sur les reconfigurations capacitaires des modes opératoires des mouvements irréguliers, particulièrement en milieu urbain, et leurs impacts sur les appareils militaires « conventionnels ». Il a récemment publié avec Stéphane Delory et Agnès Levallois « Opération iranienne contre les bases d'el-Asad et Erbil : qu'enseigne l'imagerie ? » dans la collection de *Notes de la FRS* (2020).

Comité de rédaction

Rédacteur en chef : Élie Tenenbaum

Résumé

Si l'Iran occupe aujourd'hui une place aussi centrale au Moyen-Orient c'est en partie du fait de l'action d'un réseau de groupes armés qu'il utilise comme « proxys ». Cette stratégie repose sur un soutien politique, capacitaire et parfois opérationnel à des acteurs non-étatiques, dont certains peuvent avoir été créés par l'Iran tandis que d'autres sont des partenaires de circonstances. Depuis sa création dans les années 1980, le principal architecte de cette stratégie est la force al-Qods dont la tâche est de coordonner et d'appuyer l'action des milices. Par ailleurs, certains groupes particulièrement avancés, comme le Hezbollah libanais ou l'organisation Badr irakienne, ont aussi pris un rôle actif dans la structuration du réseau paramilitaire iranien au Moyen-Orient. Après avoir connu d'indéniables succès en Syrie face aux insurgés, en Irak face à l'État islamique et même au Yémen contre l'intervention saoudienne, l'« Axe de Résistance » n'en doit pas moins aujourd'hui faire face à des défis de taille : la confrontation avec les États-Unis de Donald Trump tout d'abord, mais aussi une contestation politique et sociale grandissante qui dénonce ce système milicien, en Iran même aussi bien que dans les pays où il sévit tels que l'Irak et le Liban.

Abstract

If Iran is a key player in the Middle East, it is in no small part because of its extensive network of armed militia, which it uses as proxies. This strategy is based on a political, material and sometimes operational support to non-state actors, some of which may have been created by Iran, while others are occasional partners. Since its creation in the 1980's, the main architect of this strategy is the Quds force, whose task is to coordinate and support those militia's actions. Moreover, some particularly advanced groups, such as the Lebanese Hezbollah or the Iraqi Badr organization, took an active role in the structuration of the Iranian paramilitary network in the Middle East. After meeting undeniable success in against the Syrian insurgency, in Iraq against the Islamic State, and even in Yemen against the Saudi-led intervention, the "Axis of Resistance" is now facing major challenges: the confrontation with the United States of Donald Trump, but also the threat of a growing political and social unrest, challenging the militia system, in Iran, as well as in countries where these networks are dominant, such as Iraq and Lebanon.

Sommaire

INTRODUCTION 9

RADIOSCOPIE DE L'« AXE DE RÉSISTANCE » IRANIEN 13

La genèse des proxys 13

Des leviers d'action politico-religieux 23

La Force al-Qods, grand timonier de l'« Axe de Résistance » 26

RÉSEAU D'INFLUENCE OU ORGANISATION INTÉGRÉE ? 31

De la prolifération à l'intégration : la nébuleuse des milices 31

L'éventail capacitaire des milices 35

L'AVENIR DE L'« AXE DE RÉSISTANCE » 43

L'impact des sanctions 43

L'après-Khamenei en question 44

Contrôler l'escalade : le pari risqué de la non-attribution 45

CONCLUSION 49

ANNEXES 50

Annexe 1 : les groupes armés de l'« Axe de Résistance » 50

Annexe 2 : l'« Axe de Résistance » en Irak et en Syrie 51

Annexe 3 : l'arsenal balistique des proxys 51

Introduction

« *Amérique, tu devrais savoir que la paix avec l'Iran est la mère de toutes les paix et la guerre, la mère de toutes les guerres.* »

Hassan Rohani, président de la République islamique d'Iran, 21 juillet 2018[1]

Depuis le printemps 2018, une dynamique d'escalade semble accompagner la lente agonie de l'accord de Vienne sur le nucléaire iranien, signé trois ans plus tôt. Le risque d'un conflit ouvert n'a cessé de s'accroître entre l'Iran, les États-Unis et leurs partenaires régionaux. Alors que se multipliaient les incidents maritimes dans le golfe Arabo-Persique, Téhéran semble avoir poussé son avantage en permettant l'attaque de sites pétroliers saoudiens et le harcèlement des forces américaines en Irak par des milices qui lui sont liées. En janvier 2020, les États-Unis ont cherché à rétablir la crédibilité de leur posture avec l'élimination du maître d'œuvre de la stratégie asymétrique iranienne, le général Qassem Soleimani[2].

Depuis lors, les affrontements se poursuivent sur fond de crise économique et sanitaire aiguë. En Iran, la stabilité du régime, déjà aux abois dans un contexte social fortement dégradé et une économie asphyxiée par les sanctions et par les conséquences de l'épidémie du coronavirus Covid-19 dont le pays est très tôt devenu l'un des principaux foyers de diffusion au Moyen-Orient, sera lourdement impactée. De même, la crise énergétique qui en découle ne manquera pas d'avoir des conséquences sur une économie iranienne encore fortement dépendante du marché des hydrocarbures. Pris ensemble ces facteurs rendent l'apaisement des tensions régionales plus que jamais incertain.

Malgré l'acuité inhabituelle de la menace de conflit, la séquence actuelle entre en résonnance avec l'histoire cyclique du Moyen-Orient. Des plaines de la Bekaa jusqu'aux marches de l'Hindou Kouch, l'essentiel sinon la totalité des conflits armés qui ont déchiré la région ces quarante dernières années ont convoqué, en toile de fond, des rivalités de puissance entre l'Iran, ses rivaux arabes et leurs partenaires internationaux. Dès le lendemain de la Révolution de 1979, l'Iran isolé diplomatiquement et par les États-Unis et par

1. « Iran's Rouhani Warns Trump about "Mother of All Wars"», *Reuters*, 22 juillet 2018.
2. L. Seligman, « Petraeus Says Trump May Have Helped "Reestablish Deterrence" by Killing Suleimani », *Foreign Policy*, 3 janvier 2020.

la communauté internationale, en perpétuelle confrontation avec ses voisins, a su faire appel à divers groupes armés à travers le Moyen-Orient. C'est ainsi qu'émerge ce que Téhéran qualifiera par la suite d'« Axe de Résistance[3] » (*mehvar-e moqâvemat*).

Initialement motivée par la diffusion de la Révolution islamique et de la doctrine théologico-politique du *Velayat-e faqih* (« gouvernement du juge »), cette alliance s'est progressivement intégrée dans une stratégie plus vaste. En l'absence d'une capacité de dissuasion nucléaire, l'« Axe de Résistance » et sa capacité de harcèlement et de subversion par groupes armés interposés, en est venue progressivement à constituer un véritable système d'alliances de revers, élevé au rang d'outil d'influence et de dissuasion au service des intérêts vitaux du parrain iranien.

Puissance théocratique par excellence, l'Iran s'est très tôt posé en protecteur des musulmans chiites de par le monde. Cette posture de solidarité transnationale, qui était aussi, et peut-être avant tout, un vecteur d'influence, s'est le plus souvent appuyée sur cette communauté confessionnelle présente, dans des proportions diverses, à travers tout le Moyen-Orient et l'Asie centrale, pour soutenir ou faire émerger des acteurs paramilitaires. Des rapprochements circonstanciés ont également été ponctuellement opérés avec des acteurs du monde sunnite comme le Djihad islamique palestinien ou avec certains groupes sunnites en Bosnie pendant les conflits d'ex-Yougoslavie.

Cette politique, plus ou moins discrète, de soutien à des groupes armés a été l'un des moyens pour la République islamique de pallier un rapport de force conventionnel qui lui était nettement défavorable face à ses adversaires régionaux (monarchies du Golfe, Israël) et internationaux (États-Unis). Téhéran a ainsi adopté une approche fondée sur une stratégie avant tout indirecte et subversive, lui permettant de mener des actions offensives tout en bénéficiant d'un « déni plausible » de ses responsabilités et évitant ainsi une périlleuse escalade.

L'instrumentalisation d'acteurs tiers, ou « proxys », le plus souvent non-étatiques, n'est certes pas une pratique nouvelle dans le contexte d'une confrontation entre puissances. Au cœur de la guerre froide, la guerre par procuration constituait déjà pour Dwight Eisenhower « l'assurance la moins chère au monde[4] » contre les risques politiques traditionnellement associés aux interventions extérieures (escalade, défaite, enlisement). Le principe au

3. Le terme s'est initialement voulu comme une réponse à « l'Axe du Mal » dans lequel le président américain G.W Bush avait inclut l'Iran – aux côté de l'Irak et de la Corée du Nord – en janvier 2002. Lire à ce propos R. Wright, « Iran Entrenches Its "Axis of Resistance" Across the Middle East », *The New Yorker*, 20 septembre 2019.
4. A. Mumford, *Proxy warfare*, Cambridge, Polity Press, 2013, p. 100.

cœur de cette stratégie indirecte est la « non-attribution ». À compter que l'État bienfaiteur n'apparaisse jamais comme prenant directement part au conflit – à travers par exemple la présence de ses forces armées – ce dernier peut espérer circonscrire l'escalade avec une puissance à un seuil jugé acceptable et limiter les conséquences potentiellement néfastes.

Cependant, l'absence de contribution militaire directe pose la question de la capacité de « l'État-parrain » à influencer, voire contrôler son « filleul local. » Une large palette de moyens d'assistance militaire peut se substituer à une emprise directe : l'appui financier, le soutien logistique, la livraison d'armes, accompagnée de l'envoi de « conseillers » non-combattants, issus de services spéciaux ou de forces spéciales, ou encore l'appel à des mercenaires ou supplétifs en provenance de pays tiers sont autant d'instruments qu'ont utilisés les grandes puissances, occidentales et communistes, durant les années de la guerre froide[5]. En 1978, près de 40 000 militaires cubains participaient ainsi aux conflits africains en soutien, tantôt à des États, tantôt à des guérillas soutenues par l'Union soviétique[6]. Quelques années plus tard la CIA apportait un appui similaire aux Contras du Nicaragua, à l'UNITA angolaise et aux moudjahidines afghans – ces derniers par l'intermédiaire des Pakistanais et des Saoudiens[7].

Dans le cas spécifique de l'Iran, le contrôle des proxys semble avant tout reposer sur une connaissance fine de la région et de sa complexité. Face à la fragmentation des sociétés moyen-orientales, les tenants de cette stratégie s'appuient sur un réseau d'« entrepreneurs identitaires » (clercs, hommes politiques, chefs tribaux) capables d'exploiter les lignes de fractures ethniques et confessionnelles dans le sens des intérêts iraniens. Dans certains cas, ces derniers attisent les marqueurs sectaires jusqu'à polariser des identités violentes, générées par l'insécurité. Ce modèle, d'abord élaboré au Liban, s'est ensuite progressivement étendu, au gré des crises, à d'autres pays de la région.

On ne peut en effet dissocier les phases d'expansion de ces réseaux d'influence du contexte géopolitique régional. Les révolutions nées des printemps arabes, puis l'essor de l'État islamique en Syrie et en Irak ont par exemple fourni à Téhéran une occasion unique d'étendre son influence. Sur le terrain, ses proxys libanais, irakiens et afghans ont joué un rôle particulièrement important dans des phases décisives pour la défense et la reconquête des territoires syrien et irakien. L'appui crucial offert au régime

5. E. Tenenbaum, *Partisans et Centurions : une histoire de la guerre irrégulière au XXe siècle*, Paris, Perrin, 2018.
6. A. Mumford, *Proxy warfare, op. cit.*, p. 62.
7. J. M. Scott, *Deciding to Intervene: The Reagan Doctrine and American Foreign Policy*, Durham, N.C, Duke University Press, 1996.

de Bachar al-Assad en Syrie et à la rébellion houthie au Yémen a rapproché l'Iran de la réalisation de deux objectifs poursuivis de longue date : l'ouverture d'un corridor terrestre reliant l'Iran au Liban et à la Méditerranée orientale, et le développement d'une capacité de nuisance idéalement positionnée à revers de l'Arabie Saoudite.

Mais la conséquence de cet activisme accru de l'Iran est que son implication est de plus en plus visible, augmentant par là le risque d'escalade vers un conflit ouvert. Cette dynamique intervient alors même que le reflux du péril djihadiste a inauguré une nouvelle séquence régionale marquée par la politique de « pression maximale » de Washington vouée à fragiliser les acquis de Téhéran dans la région. Confronté à la récession de son économie, l'Iran jusqu'alors grand gagnant des bouleversements nés des printemps arabes, pourrait être arrivé au point culminant de sa stratégie et manquer ainsi la pérennisation de son réseau de groupes partenaires.

L'Iran se trouve aujourd'hui au cœur de problématiques structurantes pour l'avenir du Moyen-Orient et de l'Asie centrale. Face à la capacité de nuisance des groupes armés soutenus par la République islamique, il apparaît plus que jamais nécessaire d'évaluer l'étendue de leurs capacités. Dressant tout d'abord un panorama des groupes affiliés à l'Iran, cette étude propose ensuite une analyse des liens que ces derniers entretiennent avec Téhéran et identifie des tendances quant à l'évolution de la stratégie iranienne.

Radioscopie de l'« Axe de Résistance » iranien

L'« Axe de Résistance » iranien s'inscrit dans un long processus de formation et d'institutionnalisation de l'action extérieure de la République islamique. Si la nébuleuse de services chargée d'exporter la Révolution islamique (*sodur- e enqelab- e eslami*) apparaît dès les premiers temps de la Révolution de 1979, cette dernière semble avoir été, au départ, faiblement contrôlée par le pouvoir politique iranien. Dans les années 1980, ce réseau est progressivement placé sous la houlette d'un service unique, al-Qods, répondant directement au Guide suprême. Trente ans plus tard, cette organisation a démontré son professionnalisme et son efficacité dans la mobilisation d'une « armée de libération chiite » composée en majorité de combattants en provenance des pays voisins[8].

La genèse des proxys

L'histoire de l'« Axe de Résistance » a été rythmée par les allers-retours de personnalités d'influence servant de relais entre l'Iran et les pays de la région. Formés dès les années 1960-1970 aux méthodes de guerre irrégulière et d'action clandestine, quelques partisans de la Révolution islamique vont se révéler les pionniers de cette nouvelle stratégie, à l'instar de Mostafa Chamran, professionnel de la révolution et proche des réseaux palestiniens (FPLP, Fatah) ou d'Ali Akbar Mostashamipour, ambassadeur d'Iran en Syrie et modèle du diplomate-exportateur de la révolution[9]. En Iran même, un jeune clerc chiite à la carrière internationale déjà bien fournie, Mohammad Montazeri, reçoit l'appui de la jeune République islamique pour former dès 1979 un petit service clandestin « SATJA[10] ». Ce dernier occupe dans ces premières années un rôle fondamental dans la formation d'un outil de guerre asymétrique et l'encadrement des proxys, notamment en Afghanistan et au Liban.

---

8. A. Toumaj, « IRGC Commander Discusses Afghan Militia, "Shia Liberation Army," and Syria », *DefenseNews.com*, août 2018, disponible sur : www.defensenews-alert.blogspot.com.
9. *Ibid*.
10. Il s'agit de l'acronyme de « Sazman-e Enqelabi-e Todehay-e Jomhory-e Islami-e Iran », qui signifie littéralement l'Organisation révolutionnaire du Peuple de la République islamique d'Iran. Sur ce point lire O. Seliktar et F. Rezaei, *Iran, Revolution, and Proxy Wars*, Cham, Palgrave Macmillan, 2020, p. 12.

Les origines : de l'élan révolutionnaire à la stratégie de contournement (1979-2001)

Avant même de s'emparer du pouvoir, Khomeini et ses partisans se perçoivent comme le fer de lance d'une révolution qui dépasse le seul cadre national iranien. Leur refus d'un ordre international fondé sur des puissances judéo-chrétiennes ou laïques est à l'origine d'une posture en rupture. C'est la raison pour laquelle ils vont très tôt s'intéresser à ceux qui pourraient relayer son message. Pour ce faire, ils vont assurément bénéficier de la marginalisation des communautés chiites dans de nombreux pays de la région, laquelle a préexisté à l'action iranienne, montrant déjà son potentiel contestataire, sinon révolutionnaire, lors des soulèvements chiites en Irak (1920), au Bahreïn (1965) ou au Pakistan depuis les années 1970[11].

Forte de cet héritage, la nouvelle République islamique entend, dès les premiers mois qui suivent sa proclamation, diffuser les principes de sa révolution par-delà ses frontières. Si l'« Axe de Résistance » iranien est surtout connu pour ses ramifications à travers le Moyen-Orient arabe, c'est à l'est, en Afghanistan, qu'il s'est pour la première fois déployé[12]. Avant même la Révolution islamique, arrivent en Iran des réfugiés afghans fuyant le régime prosoviétique de Nour Mohammed Taraki qui s'est installé en avril 1978 à Kaboul. À peine arrivé aux affaires, Montazeri entreprend de recruter certains de ces réfugiés issus de la communauté majoritairement chiite des Hazaras, pour former la « Brigade Bouzar ». Plusieurs centaines de combattants sont déjà formés et présents dans le pays à l'arrivée de l'armée soviétique, le 27 décembre 1979.

La position internationaliste défendue par le premier président de la République islamique, Bani-Sadr suscite l'hostilité des États voisins et en particulier de l'Irak baasiste de Saddam Hussein[13]. Pris de court par l'attaque de ce dernier le 22 septembre 1980, l'Iran doit improviser sa défense avec des moyens limités du fait, entre autres, de son isolement diplomatique et de l'arrêt des programmes d'assistance et des sanctions imposées suite à la prise d'otages des diplomates de l'ambassade américaine. Une partie de l'effort de guerre est alors fournie par les milliers de réfugiés irakiens et afghans chiites, armés et entraînés par le Corps des Gardiens de la Révolution (Pasdaran). C'est à partir de ce noyau que l'ayatollah irakien Mohammad Baqir al-Hakim en 1982 va fonder, avec l'appui de l'Iran et en adhésion à l'idéologie du

11. C. Verleuw, « Le chiisme paramilitaire. Menace stratégique oubliée ou occultée », *Sécurité globale*, vol. 10, n° 2, 2017, p. 35-157.
12. N. Uskowi, *Temperature Rising: Iran's Revolutionary Guards and Wars in the Middle East*, New York, Rowan & Littlefield, 2019, p. 9.
13. A. Ostovar, *Vanguard of the Imam: Religion, Politics, and Iran's Revolutionary Guards*, New York, Oxford University Press, 2016, p. 105.

Velayat-e Faqih, le Conseil Suprême de la Révolution islamique en Irak (CSRII), dont le bras armé prend le nom de « brigade Badr. » Ses combattants sont intégrés au sein des Pasdaran pendant la guerre Iran-Irak et seront impliqués dans les offensives au sud, en 1983. De quelques centaines d'hommes au début de la guerre, l'unité passe à un effectif de plusieurs milliers à la fin de la guerre[14]. Il paie un lourd tribut, aux côtés d'autres contingents étrangers, dont notamment des Afghans. Cette « légion étrangère » iranienne comptabilisera ainsi 4 500 des 250 000 soldats morts au combat coté iranien[15].

À la même période s'ouvre un second front, crucial pour la stratégie iranienne : le Liban, où la guerre civile amorcée en 1975 entre factions rivales (palestiniens, druzes, maronites, etc.) s'est muée en conflit régional avec l'intervention directe de la Syrie et d'Israël qui envahit le pays en février 1982 dans l'espoir d'y installer un pouvoir chrétien favorable[16]. La guerre s'internationalise encore un peu plus avec l'arrivée en septembre d'une force multinationale composée par la France, les États-Unis, le Royaume-Uni et l'Italie – des pays qui assistent également l'Irak dans sa guerre contre l'Iran.

Cet imbroglio va être perçu comme une opportunité par Téhéran pour exercer une pression indirecte sur les soutiens de son principal adversaire. Pour ce faire, les Iraniens se reposent dans un premier temps sur deux réseaux politiques. Le premier partenariat est noué par Mostafa Chamran avec le principal groupe armé chiite du pays, Amal, fondé dès 1974 par le clerc libano-iranien Moussa Sadr[17]. Mais certains opposants à Sadr au Liban et à Chamran en Iran, considérant qu'Amal appuyait insuffisamment la cause palestinienne, contestent ce choix. Ils vont alimenter la scission d'une faction préparée à adopter le khomeinisme par Ali Akbar Mohtashamipur, alors ambassadeur d'Iran en Syrie. C'est à partir de ce noyau dur que sont posées les fondations du Hezbollah[18].

L'existence de ce nouveau groupe est inaugurée par un double attentat suicide – mode opératoire alors nouveau, dont le principe est étroitement associé à la martyrologie chiite – le 23 octobre 1983 contre les quartiers-généraux français et américains à Beyrouth qui tue 58 parachutistes français, tandis qu'un autre véhicule provoque la mort de 241 Américains, pour

14. *Ibid.*, p. 111.
15. A. Alfoneh, « Tehran's Shia Foreign Legions », *Carnegie Endowment for International Peace*, 30 janvier 2018, disponible sur : www.carnegieendowment.org.
16. N. Uskowi, *Temperature Rising*, *op. cit.*, p. 20.
17. A. Ostovar, *Vanguard of the Imam: Religion, Politics, and Iran's Revolutionary Guards*, New York, Oxford University Press, 2016, p. 113.
18. O. Seliktar et F. Rezaei, *Iran, Revolution, and Proxy Wars*, Cham, Palgrave Macmillan, 2020, p. 22.

l'essentiel des Marines, installés à l'aéroport international[19]. Cette attaque organisée par le chef militaire du Hezbollah, Imad Mugniyeh, sera suivie la même année par une campagne d'attentats à la bombe au Koweït contre les ambassades française et américaine. Planifiée en coopération avec des exilés irakiens réfugiés en Iran dont un certain Abou Mehdi al-Mouhandis, cette opération illustre déjà les capacités de coordination de l'Iran. Téhéran va alors multiplier les attentats, enlèvements et assassinats ciblés au travers de son relais libanais que constitue le Hezbollah qui lui permet ainsi d'atteindre les intérêts des puissances adverses.

Les Occidentaux ne sont pas les seuls à faire les frais de cette stratégie iranienne de guerre par procuration. Un autre adversaire du régime – et soutien de l'Irak de Saddam Hussein – va subir les foudres de la subversion iranienne : l'Arabie Saoudite. Téhéran procède en 1987 à la fondation du Hezbollah al-Hejaz, un groupe armé local qui s'établit dans les régions à dominante chiite au nord-est du territoire saoudien. Toutefois, mis à part son implication présumée dans quelques attentats spectaculaires – dont celui des tours de Khobars en 1996 – le mouvement n'atteindra jamais la puissance de ses homologues libanais et irakiens[20].

Au tournant des années 1990, la relative dépolitisation de l'action extérieure – permise par la marginalisation de la faction radicale et la mise au pas des services chargés de l'action extérieure (cf. *infra*) – va conduire l'Iran à renforcer progressivement son appui opérationnel à certains groupes sunnites. La République islamique resserre ainsi ses liens avec le djihad islamique palestinien (scission paramilitaire des Frères musulmans palestiniens né dans les années 1970) qu'elle avait déjà soutenu au Liban[21]. Alors que sont signés les accords d'Oslo en 1996, l'Iran fait aussi le pari de venir en aide au Hamas du Cheikh Yassine, qui émerge alors comme le principal opposant à Yasser Arafat[22].

Une dynamique analogue est observable en Afghanistan où le retrait des troupes soviétiques en 1992 a laissé place à une guerre civile entre factions rivales qui se cristallise au bout de quelques années en une opposition entre l'Alliance du Nord, composée d'anciens moudjahidines et d'anciens du régime communiste et les talibans, un nouveau groupe islamiste soutenu par les services pakistanais. Poursuivant sa politique de protection des minorités

19. P. Razoux, *La Guerre Iran-Irak : 1980-1988 : première guerre du Golfe*, Paris, Perrin, 2017, p. 417.
20. A. Majidyar, « Saudi Arabia Jails Two on Charges of Working With Iran and Iraqi Hezbollah to Attack Eastern Province », *Middle East Institute*, 28 mars 2018, disponible sur : www.mei.edu.
21. F. Lahar, « Djihad islamique mouvement du djihad islamique palestinien (mjip) harakat 'aljihad'al-islami 'al-falastini », *Outre-terre*, vol. 13, n° 4, 2005, p. 299-315, p. 3.
22. D. Byman, *A High Price: The Triumphs and Failures of Israeli Counterterrorism*, New York, Oxford University Press, 2011, p. 104.

chiites hazaras et son partenariat avec certains chefs des régions frontalières comme Ismail Khan à Hérat, l'Iran donne son appui à l'Alliance du Nord. Après la prise de pouvoir des talibans en 1996, les violences se multiplient contre les communautés chiites[23]. Un épisode de tension particulièrement fort intervient après le meurtre de 10 diplomates et journalistes iraniens à Mazar-e Sharif en août 1998. Par ailleurs la lutte constante avec le trafic d'opiacés cultivés en Afghanistan et se servant de l'Iran comme pays de transit pose à Téhéran la question de la sécurisation de sa frontière orientale.

Signe du changement de politique iranien, le Hezbollah commence au début des années 1990 à revendiquer une position officielle et intègre le jeu politique libanais en présentant pour la première fois ses candidats aux élections législatives de 1992[24].

L'éclosion (2001-2011)

Les attentats du 11 septembre 2001, le déclenchement de la Guerre mondiale contre le Terrorisme et l'invasion successive de l'Afghanistan ainsi que de l'Irak par les Américains vont profondément transformer l'environnement stratégique iranien, donnant lieu à une croissance spectaculaire de l'influence de la République islamique au Moyen-Orient. Les effondrements des régimes de Saddam Hussein et des talibans suppriment en effet deux de ses plus farouches adversaires. La coopération américano-iranienne, bien qu'épisodique, prend la forme concrète d'une action conjointe des forces spéciales des Gardiens de la Révolution et des forces armées américaines dans les combats menés par l'Alliance du Nord pour la prise de la ville de Hérat en novembre 2001[25]. Mais l'inclusion de l'Iran par George W. Bush parmi les membres de l'« Axe du mal » lors de son discours sur l'état de l'Union le 29 janvier 2002 referme vite cette courte parenthèse.

L'occupation américaine de l'Irak, la marginalisation des Arabes sunnites jusqu'alors au cœur de l'appareil politique et le chaos qui s'empare du pays dans les années qui suivent, offrent une occasion unique à Téhéran d'étendre son influence dans le pays responsable de la pire guerre de son histoire récente. Il s'agit alors non seulement de permettre à un pouvoir chiite de s'établir à Bagdad – cela, les Américains s'en sont chargés, sous l'influence d'opposants en exil – mais surtout de s'assurer que ce dernier soit pro-iranien. Pour ce faire, l'Iran va pousser des proxys déjà existants, en premier lieu le Conseil Suprême de la Révolution Islamique en Irak (CSRII), à intégrer le jeu politique tout en soutenant la résistance anti-américaine à

23. B. Hourcade, *Géopolitique de l'Iran*, Paris, Armand Colin, 2010, p. 206.
24. O. Seliktar et F. Rezaei, *Iran, Revolution, and Proxy Wars*, Cham, Palgrave Macmillan, 2020, p. 24.
25. N. Uskowi, *Temperature Rising*, *op. cit.*, p. 50.

travers sa branche armée – la brigade Badr. L'enjeu est double : assurer un ancrage local à des groupes jusqu'ici hébergés en Iran tout en veillant à ce qu'ils ne s'émancipent pas trop.

Le harcèlement des forces américaines par ces milices pro-iraniennes commence dès 2004. La brigade Badr, commandée Hadi al-Amiri, et une scission de celle-ci, Katai'b Hezbollah, sous la direction d'Abou Mehdi al-Mouhandis, s'illustrent alors par leurs capacités de guérilla. Cependant, la création d'autres mouvements chiites irakiens endogènes, tels que l'armée du Mahdi (*Jaysh al-Mahdi*), fondée par Moqtada al-Sadr en juin 2003 va mettre en difficulté la capacité de contrôle de l'Iran sur la mouvance. L'explosion des violences confessionnelles à partir de 2005 lui permettra de réaffirmer son influence, notamment au travers de la montée en gamme des capacités de l'organisation Badr laquelle noyaute les services de sécurité, et s'érige en véritable hub logistique et financier pour les « groupes spéciaux » de l'« Axe de Résistance »[26]. Alors que Badr s'institutionnalise, l'Iran apporte son appui à d'autres factions comme le groupe Asai'b al-Haq, fondé en 2006 par Qais al-Khazali, dissident de l'armée du Mahdi.

Plus à l'ouest, l'Iran en coordination avec certains de ses partenaires (Syrie, Hezbollah libanais) renforce son soutien aux groupes armés palestiniens du djihad islamique et du Hamas lequel profite du retrait unilatéral israélien pour s'emparer du pouvoir dans la bande de Gaza en 2006. Le nouveau président iranien élu en 2005, Mahmoud Ahmadinejad, viscéralement hostile à Israël, espère alors gagner en influence dans le monde arabe en soutenant publiquement la lutte armée palestinienne. L'implication iranienne devient claire quand le Hamas confirme en 2008 avoir bénéficié pour 300 de ses combattants d'un entraînement par les Gardiens de la Révolution[27].

Les efforts iraniens dans la région apparaissent également en 2006 lors de la guerre entre Israël et le Hezbollah libanais. Le succès de ce dernier, et notamment sa capacité à pilonner sans interruption de ses roquettes le nord de l'État hébreu tout au long du conflit repose sur d'importants développements capacitaires (cf. *infra*) que le groupe n'aurait pas pu réaliser seul. Cette « victoire », qu'il convient tout de même de relativiser, installe durablement la crédibilité du Hezbollah comme un acteur militaire majeur dans la région, le seul à être parvenu à tenir en échec Tsahal[28].

26. M. Knights, « The Evolutions of Iran's Special Groups in Iraq », *CTC Sentinel*, vol. 3, n° 11, novembre 2010.
27. A. Mumford, *Proxy Warfare*, *op.cit*.
28. *Ibid*., p. 56.

En Afghanistan enfin, Téhéran mène depuis la fin des années 2000 une politique subtile à la fois tournée vers l'accroissement de son influence dans les affaires du pays (médias, fondations), de lutte contre le narcotrafic dans la zone frontalière et d'appui à l'insurrection des talibans – inaugurant ainsi un rapprochement inédit. Cette aide iranienne remonterait à 2007 où Téhéran aurait commencé à fournir un appui « calibré » aux talibans (entraînement, armes, financement)[29].

L'escalade (2011-2017)

La stratégie iranienne va connaître une nouvelle transformation à partir de l'année 2011 qui voit le retrait américain d'Irak – et plus largement la volonté de Washington de réduire ses engagements militaires dans la région – en même temps que l'éclosion des printemps arabes, lesquels rebattent les cartes géopolitiques du Moyen-Orient. D'abord accueilli favorablement par Téhéran qui espère voir s'écrouler des régimes hostiles à l'instar de celui d'Hosni Moubarak en Égypte, le mouvement de contestation rentre en opposition avec les intérêts iraniens lorsqu'il s'attaque à la Syrie de Bachar al-Assad, l'un des maillons les plus importants de l'« Axe de Résistance », garant de la continuité des liens logistiques avec le Hezbollah libanais[30].

Avant même que la Russie ne vienne porter secours au régime syrien, Téhéran orchestre un soutien international à Damas : il mobilise ainsi le Hezbollah libanais – dont la survie est directement menacée par la révolution – mais aussi les diverses milices irakiennes, et même afghanes et pakistanaises (cf. *infra*) qui viennent progressivement pallier les pertes et les désertions de l'armée loyaliste. Par ailleurs, le régime de Damas met sur pied dès 2012 un réseau milicien national, les Forces de Défense Nationale (*Quwat ad-Difa'a al-Watani*), sur le modèle des Bassiji iraniens[31]. On assiste alors à une prolifération des milices, parfois simples paravents artificiels de « maisons-mères » qui multiplient les franchises dans des régions d'affrontement sunnites-chiites.

Les groupes les plus importants, à l'instar du Hezbollah, appuient ainsi l'essor des milices en entraînant et en encadrant ces nouvelles unités[32]. Des vols réguliers acheminent vers les aéroports syriens armements (missiles balistiques, drones) et combattants. Cette armée, composée de supplétifs et

29. *Iran Military Power: Ensuring Regime Survival and Securing Regional Dominance*, Washington, Department of Defense, Defense Intelligence Agency, 2019, p. 63.
30. S. Chubin, *Iran and the Arab Spring: Ascendancy Frustrated*, Gulf Research Center, 27 septembre 2012, p. 18.
31. C. Roche et V. Beshara, « Assad Regime Militias and Shi'ite Jihadis in the Syrian Civil War », *Bellingcat*, 30 novembre 2016, disponible sur : www.bellingcat.com.
32. M. Sullivan, « Hezbollah in Syria », *Middle East Security Report,* n° 19, avril 2014.

d'anciens « groupes spéciaux » alliés, jouera un rôle clé dans les batailles de Damas (défense du mausolée de Sayyida Zeinab dès 2012) et d'Alep (2016) ainsi que dans la lente reconquête du territoire syrien engagée à l'issue. Si les plus gros contingents sont fournis par le Hezbollah et les brigades afghanes – dont la participation aurait avoisiné 10 000 à 12 000 combattants[33] – les groupes pakistanais et irakiens rassemblent également un nombre important de combattants aguerris. Au total, leur engagement sur le théâtre syrien qui pourrait avoisiner les quelque 80 000 combattants, atteste de la puissance mobilisatrice de l'Iran[34]. L'engagement massif de l'Iran en Syrie ne sera, cependant, pas suivi par tous, le Hamas palestinien refusant, par exemple, de s'engager pour la défense du régime syrien au prix d'une perte du soutien financier dont il disposait[35].

En Irak, la montée en puissance de l'État islamique qui s'empare de Mossoul en juin 2014 permet de justifier la prolifération des milices soutenues par l'Iran. Appuyées par une *fatwa* du grand ayatollah Al-Sistani, ces dernières se coalisent en forces de mobilisation populaire (*Hashd al-Chaabi)* formées en 2014 autour d'un noyau dur composé des traditionnels relais iraniens (organisation Badr, Kataëb al-Hezbollah, Asa'ib Ahl al-Haq – AAH) mais aussi des sadristes de Saraya al-Salam, héritière du Jaysh al-Mahdi. Le soutien financier fourni à l'Irak par l'Iran va alors passer de 150 millions de dollars à près d'un milliard de dollars[36].

L'ampleur de la mobilisation – plus de 100 000 combattants – et des moyens alloués contribuent à faire proliférer de nouvelles entités[37]. Les milices irakiennes pro-Iran ont à la fois réussi leur internationalisation et leur montée en puissance : Kataëb al-Hezbollah serait passé de 400 hommes à ses débuts à environ 10 000 en 2019 dont 2 500 seraient assignés à la Syrie[38].

Enfin, la période post-2011 voit l'extension d'un nouveau relais de la stratégie iranienne, au Yémen cette fois-ci. Le pays a en effet sombré dans la guerre civile au lendemain du départ négocié du président Ali Abdalah Saleh, entre d'une part le nouveau gouvernement soutenu par Riyad et Abou Dhabi de Abdrabbo Mansour Hadi et d'autre part l'ancienne rébellion des Houthis, une tribu d'obédience chiite zaïdite, en lutte armée contre le gouvernement

33. P. Smyth et C. Clarke, « The Implications of Iran's Expanding Shi'a Foreign Fighter Network », *CTC Sentinel*, vol. 10, nº 10, 2017.
34. N. Uskowi, *Temperature Rising*, *op. cit.*, p. 5.
35. *Iran military power*, *op. cit.*, p. 62.
36. K. Katzman, « Iran's Foreign and Defense Policies », *Congressional Research Service*, 2019, p. 36.
37. Par exemple Saraya al-khorasani (SK) fondé en 2013 par Hamid Taghavi, ou Kata'ib al-Imam Ali (KIA), né d'une nouvelle scission du mouvement Al-Sadr. Sur ce point, lire M. Levitt, P. Smyth, « Kataib al-Imam Ali: Portrait of an Iraqi Shiite Militant Group Fighting ISIS », The Washington Institute, *Policy watch 2352*, 5 janvier 2015.
38. M. Knights, « Iran's Expanding Militia Army in Iraq », *CTC Sentinel*, vol. 12, nº 7, août 2019.

depuis 1994. La chute du régime de Saleh, l'effondrement de la gouvernance, et surtout la prise de la capitale Sanaa par la rébellion en septembre 2014, marque une opportunité inespérée pour l'« Axe de Résistance » iranien qui met en place, *via* la compagnie iranienne Mahan Air, des rotations pour acheminer du matériel et des conseillers en provenance de l'ensemble du réseau iranien (Hezbollah libanais et irakien, Harakat al-Nujaba, Kata'ib Imam Ali)[39]. Pour Téhéran, la guerre civile fournit une opportunité unique de prendre l'Arabie Saoudite, cet ennemi de toujours, à revers. Dès 2015, l'appui technico-opérationnel iranien se concentre sur des savoir-faire et des segments d'armement moyenne et longue portées (missiles *Qaher*, *Burkan*) capables de frapper les infrastructures saoudiennes (cf. *infra*)[40].

Veille armée ou confrontation directe ? (2018-2020)

Dans ses derniers développements, la stratégie iranienne a été marquée par un processus d'institutionnalisation des groupes dans différents pays (Syrie, Irak, Yémen) où Téhéran trouve les limites de sa stratégie.

En Syrie, l'Iran s'est essayé à un périlleux exercice d'implantation de bases permanentes dans le pays. Néanmoins, ces dernières ont été régulièrement prises pour cible par l'aviation israélienne, laquelle tente de faire respecter une série de « lignes rouges » quant à l'implantation durable de forces iraniennes, notamment dans le sud-syrien d'où elles pourraient attaquer l'État hébreu. Ainsi, en février 2018, une attaque massive menée par Tsahal frappe 16 installations de la force al-Qods en Syrie suite à la pénétration d'un drone iranien dans l'espace aérien israélien[41]. Cette campagne aérienne israélienne, qui se poursuit en 2019 et 2020, ne semble pas cependant être parvenue à totalement dissuader Téhéran de pousser son influence plus avant. En 2019, la présence iranienne se concentrait particulièrement le long de l'axe Abou Kamal-Deir ez-Zor, principale voie terrestre reliant l'Irak à la Syrie[42].

Au Yémen, le soutien iranien aux Houthis, au départ libre de toute contrainte, a achoppé sur l'intervention menée par l'Arabie Saoudite dès le mois de janvier 2015. Si l'approvisionnement des rebelles *via* des boutres (*dhows*) et des transbordements en mer ont vraisemblablement permis de débarquer du matériel en quantité significative – les multiples attaques

39. N. Uskowi, *Temperature Rising*, *op. cit.*, p. 115.
40. M. Knights, « The Houthi War Machine: From Guerrilla War to State Capture », *CTC Sentinel*, septembre 2018, vol. 11, n° 8, p. 20.
41. *Ibid*, p. 5.
42. O. A. Alrifai, « What Is Iran Up To in Deir al-Zour ? », The Washington Institute, *Policy Watch 3198*, 10 octobre 2019.

menées par les Houthis au moyen de missiles balistiques et de drones entre 2016 et 2019 le suggèrent[43] –, la perte d'accès de l'Iran aux grandes infrastructures du pays notamment les aéroports internationaux, pourrait compliquer sérieusement la poursuite de l'assistance au mouvement Houthi.

En Afghanistan, si le redéploiement de la brigade Fatemiyoun à des fins d'action militaire à l'encontre du gouvernement d'Ashraf Ghani est une option possible, elle semble peu probable à court terme tant que la présence américaine se poursuit[44]. Toutefois, la signature à Doha le 29 février 2020 d'un accord de paix entre les États-Unis et les talibans laisse augurer d'un bouleversement significatif du paysage sur la frontière orientale de l'Iran sur lequel il est difficile d'imaginer que Téhéran ne cherche pas à garder quelques pièces en prise. À cet objectif d'influence est enfin associée la volonté de protéger les populations chiites de part et d'autre de la frontière afghano-pakistanaise, victimes de plusieurs attentats commandités par la Wilaya Khorasan de l'État islamique ou le groupe djihadiste pakistanais Lashkar-e Jhangvi au Pakistan[45].

En Irak, le Parlement a entériné en 2016 l'intégration des milices au sein des forces de sécurité irakiennes. La Commission de Mobilisation Populaire rassemble, sous l'autorité du Premier ministre, les Hashd al-Chaabi et des coalitions de milices tribales comme les Hashd al-Ashair et Hashd al-Watani. Cette bascule permet le passage sous le contrôle budgétaire de l'État irakien près de 122 000 combattants à raison de 1,6 milliard de dollars par an, en majorité issus des milices chiites[46].

La « libanisation » de l'Irak apparaît également sur le plan politique. La période post-Daech – consacrée par une déclaration du Premier ministre Haider al-Abadi annonçant la fin de l'État islamique en décembre 2017 – était pourtant marquée par une volonté de maintenir la politique d'union nationale affichée pendant les combats. De même, les élections législatives de mai 2018 avaient abouti à la formation d'un gouvernement de coalition sous la houlette du technocrate Adel Abdel Mahdi rassemblant les partis proches de l'Iran (Fatah) et le mouvement sadriste (Sayirun). Cette accalmie achoppe toutefois sur de profondes divisions qui se font jour dès l'été 2019 lorsqu'émerge un puissant mouvement social dénonçant la corruption des élites et les « influences étrangères », deux thèmes chers à Moqtada al-Sadr. Téhéran et ses relais irakiens apparaissent alors comme la cible de l'opprobre

43. M. Knights, « The Houthi War Machine: From Guerrilla War to State Capture », *op. cit.*
44. N. Uskowi, *Temperature Rising*, *op. cit.*, p. 136.
45. « Afghanistan's Shia Hazara Suffer Latest Atrocity », *Human Rights Watch*, 13 octobre 2016, disponible sur : www.hrw.org.
46. R. Mansour, « More Than Militias: Iraq's Popular Mobilization Forces Are Here to Stay », *War on the Rocks*, disponible sur : www.warontherocks.com.

populaire ainsi que le démontrent l'incendie des consulats iraniens de Bassorah et Nadjaf et les slogans des Irakiens manifestant aux cris de « Iran dehors »[47].

La répression de ce mouvement par les forces de sécurité mais aussi par les milices les plus proches de Téhéran, qui cause plusieurs centaines de morts parmi les manifestants, sonne le glas de la primature d'Abdel Mahdi. Un temps pressenti pour le remplacer, Mohammed Allawi échoue finalement à trouver une majorité et à former un gouvernement[48]. Outre l'instabilité chronique de la scène politique irakienne, la mort du général Soleimani et d'Abou Mehdi al Mouhandis sur le tarmac de l'aéroport de Bagdad le 3 janvier 2020, ont fait du pays le principal théâtre de l'escalade entre les États-Unis et l'Iran. Au début du mois de mars, des attaques massives à la roquette menées sur les forces américaines implantées sur la base de Taji par une milice encore inconnue, Usbat al-Thaireen (la « Ligue des Révolutionnaires »), venaient encore le souligner[49].

Une situation analogue semble se profiler au Liban où des manifestations de grande ampleur ont éclaté à l'occasion de l'instauration d'une taxe sur des applications numériques. Tout comme en Irak, les manifestations ont ensuite évolué vers un mouvement plus large de dénonciation des influences étrangères et de la corruption des élites. Ces mouvements qui, à leur plus fort, auraient rassemblé jusqu'à un quart de la population libanaise, ont conduit à la démission du Premier ministre Hariri le 28 octobre 2019, suspecté depuis plusieurs années d'une attitude trop conciliante vis-à-vis de Téhéran – ce qui lui avait d'ailleurs valu les foudres du prince héritier saoudien Mohammed Ben Salmane en 2017. Largement impliqué dans la coalition de gouvernement, le Hezbollah a répondu lui aussi avec fermeté face aux manifestations s'employant à réprimer toute velléité de dissension dans ses territoires d'implantation traditionnels[50].

Des leviers d'action politico-religieux

Estimé aujourd'hui par certains experts à près de 200 000 combattants, l'« Axe de Résistance » (*mehvar–e moqâvemat*) soutenu, à des degrés divers, par l'Iran, offre à ce dernier une influence sans commune mesure avec son coût financier et militaire – même si celui-ci n'est pas négligeable, et s'est

47. MEMRI Videos, Iraqi Shiite Militia Leader Qais Khazali: Israel and America Will Pay for the Killing of PMU Members by Protesters, disponible sur : www.vimeo.com.
48. A.-B. Hoffner, « Qui est Mohammed Allawi, le nouveau Premier ministre irakien ? », *La Croix*, 2 février, 2020.
49. K. Rauschenbach, « Iran's Proxy Militias Continue to Escalate Against U.S. Personnels: January 3 – March 17, 2020 », Institute for the Study of War, disponible sur : www.understandingwar.org.
50. M. Yahya, « After the Lebanon Protests: Between the Party of God and Party of the People », Carnegie Center for the Middle East, 1er novembre 2019.

accru avec le temps[51]. Il existe différentes organisations iraniennes susceptibles de fournir un appui technique et opérationnel à ce réseau : les Gardiens de la Révolution (Pasdaran) et tout particulièrement leur Force al-Qods (*niru-ye qods*) dédiée à l'action extérieure, l'armée régulière (*Artesh*), ou encore le ministère du Renseignement et de la Sécurité (*Vevak*).

Au-delà de l'appui matériel et financier, la stratégie indirecte poursuivie par l'Iran au Moyen-Orient repose sur des modes opératoires forgés et améliorés à partir de sa connaissance aiguë du théâtre moyen-oriental. Un des piliers de la stratégie iranienne consiste à exploiter de manière aussi systématique que possible les fractures idéologiques ou ethno-confessionnelles préexistantes et à les exacerber[52]. Les cadres sélectionnés sont issus des différents mouvements affidés dans les pays à forte implantation chiite ou tout simplement anti-occidentaux à l'instar d'Al-Qaïda.

Certains des personnages retrouvés au sommet de « l'Axe de Résistance » se sont illustrés dans des campagnes d'attentats menées par l'Iran dans les années 1980. Ce fut par exemple le cas d'Abou Mehdi al-Mouhandis, commandant adjoint des Hashd al-Chaabi et leader des Kata'ib Hezbollah – jusqu'à son élimination le 3 janvier 2020 dans la frappe contre Soleimani – ancien membre de la cellule responsable des attentats contre l'ambassade de France au Koweït en 1983. Le parcours des leaders houthis est également emblématique[53] : certains membres du haut commandement de la rébellion, dont Hussein Badr al-Din al-Houthi (son chef jusqu'en 2004) ont en effet reçu une formation idéologique et religieuse en Iran dans les années 1980 avant ensuite de prendre un rôle actif dans le mouvement Ansar Allah.

Parmi les leviers de mobilisation, l'argumentaire religieux est central. L'Iran se perçoit comme le centre de gravité du chiisme dans le monde, notamment de par son application stricte de la doctrine politico-religieuse du *Velayat-e faqih* (« gouvernement par le jurisconsulte »), pierre angulaire de la Révolution islamique et du modèle théocratique iranien. La défense de ce modèle de gouvernance, qui place le Grand Ayatollah iranien au sommet de la hiérarchie des normes, a longtemps été un passage obligé pour tout acteur désireux d'obtenir l'appui de Téhéran. À titre d'exemple, dans la lettre ouverte annonçant la création du Hezbollah en 1985, ses créateurs proclament leur soutien au *Velayat-e Faqih* et reconnaissent l'autorité suprême de l'ayatollah Khomeini[54].

51. N. Uskowi, *Temperature Rising*, *op. cit.*, p. 11.
52. O. Seliktar et F. Rezaei, *Iran, Revolution and Proxy Wars*, *op. cit.*, p. 17.
53. N. Uskowi, *Temperature Rising*, *op. cit.*, p. 44.
54. « An Open Letter "The Hizballah Program" », *The Jerusalem Quarterly*, automne 1988.

Mais la portée du serment dépasse le simple cadre religieux. Dans des rapports déclassifiés sur la période de détention par les autorités militaires américaines du chef de la milice irakienne Asa'ib al-Haq, Qais al-Khazali, ce dernier reconnaît que Téhéran menait une politique discriminatoire entre les différentes milices chiites, ne donnant des capacités de pointe (missiles anti-aériens, lance-roquettes avancés) qu'aux « groupes Khamenei » c'est-à-dire considérés comme loyaux envers le « Guide, le chiisme, l'islam et le pays »[55]. Ce *continuum* politico-religieux s'illustre par l'implication directe de certains clercs dans des positions clés dans les pays hôtes d'importantes minorités chiites (Isa Qassim au Bahreïn, Mohammed Sadiq al-Sadr, Ali Akbar Mohtashamipour, etc.) voire jouant un rôle dans la formation des groupes armés, à l'instar de Qais al-Khazali lui-même et d'Akram al-Kaabi dans la création d'Asa'ib al-Haq.

Plus récemment, lors de l'intervention iranienne en Syrie, un narratif religieux a entouré le « martyr » des combattants étrangers dont la mort était officiellement présentée comme en défense des lieux saints chiites en Syrie. C'était par exemple le cas de Liwa'a Abu Fadl al-Abbas[56], première milice « paravent » de réfugiés irakiens en soutien régime syrien, qui inscrit dès 2013 son combat dans la défense du mausolée chiite de Sayyida Zeinab près de Damas. Cependant, à mesure de l'intensification du conflit, le levier religieux ne suffit plus à mobiliser les effectifs de combattants nécessaires[57]. Ainsi Téhéran n'a pas hésité à puiser dans le réservoir des communautés afghanes réfugiées ou émigrées en Iran – 2 à 3 millions d'individus – comme levier complémentaire pour appuyer son action en Syrie. Le recrutement de ces « volontaires » aurait été dans plusieurs cas opéré sous la contrainte ou en échange de titres de séjours en Iran[58].

Cette exploitation par l'Iran des lignes de fracture communautaires a entretenu le processus de fragmentation des sociétés moyen-orientales. Le recours au terrorisme permet dans un premier temps de délégitimer les gouvernements officiels dans leur rôle de fournisseurs de sécurité, entretenant un « climat d'effondrement » propice au passage des populations sous la coupe des groupes pro-iraniens, une méthode en soi peu différente de l'objectif recherché par les organisations d'inspiration sunnite. L'appui à la création de nouveaux partis politiques associés à des groupes armés satellites participe également de ce processus. Dans ce cas précis, le mode opératoire iranien repose principalement sur des individus servant de

55. *Declassified U.S. Tactical Interrogation Report of Qais al-Khazali*, American Enterprise Institute, 2007, p. 5.
56. P. Smyth, « What Is the Liwa'a Abu Fadl al-Abbad? Assessing Syria's Shia "International Brigade" Through their Social Media Presence », *Jihadology*, 15 mai 2013.
57. P. Alonso, « Les Afghans, "chair à canon" de l'Iran en Syrie », *Libération*, 10 avril 2019.
58. *La Brigade des Fatimides*, OFPRA, 6 février 2018.

relais d'influence, cooptés pour occuper des postes de commandement dans les structures décisionnelles des appareils politiques et militaires des groupes armés.

La dissidence existe aussi, notamment pour certains groupes dont la légitimité locale est suffisamment forte pour leur permettre de s'émanciper de l'influence iranienne. Téhéran n'hésite pas alors à jouer sur des dissensions internes, voire à encourager des scissions pour retrouver des marges de manœuvre. Après l'invasion américaine en Irak, l'Iran est confronté à la montée en puissance du mouvement du jeune Moqtada al-Sadr qui malgré l'assistance iranienne, affiche ouvertement sa volonté d'autonomie. Dès 2004, l'échec de l'insurrection de Najaf, donne l'occasion à l'Iran de fragiliser son autorité en orchestrant son reniement par l'ayatollah de Karbala, Kazem al-Haeri, et surtout en incitant le numéro deux du mouvement, Qais Khazali, à former une branche concurrente laquelle deviendra en 2006, Asa'ib Ahl al-Haq.

Plusieurs mouvements de scission viendront par la suite empêcher une remontée en puissance du mouvement sadriste, en dépit de la popularité politique et sociale de son chef. De la même manière, Kata'ib Hezbollah est créé au lendemain de l'intervention américaine en Irak à partir d'ex-membres de l'organisation Badr en désaccord avec sa politique d'amalgame dans les forces de sécurité irakiennes. Structurée autour des réseaux d'Abou Mehdi al-Mouhandis, le groupe semble avoir bénéficié d'aides financières plus importantes, de matériels plus avancés (RPG-29) afin de pouvoir se concentrer sur l'attaque des forces américaines.

En procédant ainsi, par réplication ou par fractionnement, l'Iran est parvenu à mettre en place un système d'obligés à la fois maintenus en compétition permanente pour obtenir son appui et toujours menacés d'émancipation de leurs éléments les plus radicaux. La multiplication de ces acteurs accroît également la capacité à réfuter l'implication iranienne (« déni plausible ») : à chaque fois qu'un acteur apparaît comme trop lié à Téhéran, l'émergence d'un nouveau groupe permet de brouiller les cartes et de nier son implication dans une action éventuellement plus violente ou plus radicale.

La Force al-Qods, grand timonier de l'« Axe de Résistance »

L'histoire de la Force al-Qods a été rythmée par celle des deux officiers généraux qui l'ont commandée en trente ans d'existence : Ahmad Vahidi (1989-1998) et Qassem Soleimani (1998-2020). À l'issue du long processus de formation de l'« Axe de Résistance », le périmètre des missions d'al-Qods s'est étoffé pour intégrer le renseignement, l'entraînement, la logistique

(contrebande, réseaux clandestins), et les structures d'encadrement nécessaires à l'appui des groupes armés. Depuis plusieurs années, la force est organisée en quatre commandements ou corps qui se répartissent les différents théâtres : le corps Ramazan (Irak), corps du Levant (Syrie, Liban, Jordanie, et Israël), le corps Rasulallah (Péninsule arabique), et le corps Ansar (Afghanistan, Pakistan, Asie centrale).

Le sens de l'action à lui-même évolué. Si la diffusion de l'idéal de la Révolution islamique semble ne plus représenter la priorité absolue de son action extérieure, la stratégie des proxys de l'Iran est aujourd'hui plus étroitement liée à la sécurité de son régime. À la lumière des enseignements tirés des interventions américaines dans le voisinage immédiat (Irak en 1991 et 2003, Afghanistan en 2001), l'Iran a construit au début des années 2000 un concept original de défense du territoire – la « défense en mosaïque » – qui vise à entretenir une guérilla autonome sur tout ou partie du territoire qui viendrait à être occupé par une puissance étrangère[59]. À cette doctrine est cependant adjointe une deuxième dimension, « basée sur un principe de dissuasion active[60] », laquelle suggère que toute attaque contre le territoire ou les intérêts iraniens pourrait faire l'objet de représailles asymétriques sur d'autres théâtres par des acteurs de l'« Axe de résistance ». C'est cette mission clé qui est aujourd'hui dévolue à la Force al-Qods[61].

Une organisation à part

Pour comprendre la structuration actuelle d'al-Qods, il convient de revenir brièvement sur l'histoire des organisations qui l'ont précédée dans le contexte de l'effervescence révolutionnaire des années 1980. Alors que s'installe la nouvelle République islamique, plusieurs courants s'affrontent quant à la place du nouveau régime dans la région : certains sont désireux d'exporter la Révolution, d'autres sont réticents. C'est dans le sillage des premiers que naît le SATJA de Mohammad Montazeri (cf. *supra*) et d'autres cellules comme l'Organisation des Mouvements de Libération (OML) dirigée par un autre religieux du nom de Mehdi Hashemi[62]. Quand Montazeri trouve la mort en 1981 – dans un attentat vraisemblablement perpétré par l'Organisation des Moudjahidines du peuple son successeur – Hashemi

59. J. M. McInnis, *The Future of Iran's Security Policy. Inside Tehran's Strategic Thinking*, Washington D.C., American Enterprise Institute, 2017, p. 19.
60. M. Nuruzzaman, « What Comes Next for Iran's Defense Doctrine? », *op. cit.*
61. J-M McInnis, *The Future of Iran's Security Policy*, *op. cit.*, p. 89.
62. A. P. Ostovar, *Guardians of the Islamic Revolution Ideology, Politics, and the Development of Military Power in Iran (1979–2009)*, 2009, p. 90.

fusionne alors les organisations en vue de diriger entièrement la « lutte contre les impérialismes occidentaux et orientaux [et] le sionisme global[63]. »

En 1984, l'OML et le SATJA sont placés sous la tutelle du ministère des Affaires étrangères. Un jeune officier des Gardiens de la Révolution, Ahmad Vahidi, est nommé comme directeur adjoint de la structure, attestant de sa reprise en main par le régime. La disgrâce, l'arrestation et finalement l'exécution de Hashemi en 1987, en plein imbroglio de l'affaire Iran-Contras, mais aussi la fin de la guerre contre l'Irak en 1988 et la mort du Guide suprême Khomeini l'année suivante marquent la fin d'une époque. Le zèle révolutionnaire a cédé le pas à une approche plus pragmatique, y compris dans l'organisation des services spéciaux. C'est ainsi que naît la Force al-Qods (« Jérusalem ») destinée à reprendre la tâche de coordonner les actions clandestines à l'étranger. Placée officiellement dans la chaîne de commandement des Pasdarans, l'unité est confiée entièrement à la charge d'Ahmad Vahidi, nommé ainsi général de brigade[64].

Sous son mandat, al-Qods apporte son soutien aux groupes pro-iraniens dans la guerre civile afghane d'où émerge dès 1989 le Hezb-e Wahdat. En Irak, al-Qods investit dans des partis dissidents, au premier rang desquels le CSRII et appuie le soulèvement des Arabes chiites à Basra et Karbala en 1991. Vahidi prend aussi position dans les guerres intestines des Kurdes irakiens, en faveur de l'UPK de Jalal Talabani. En Yougoslavie, al-Qods fournit de l'armement aux Bosniaques d'Izetbegovic[65]. La période voit également se multiplier les attentats contre les adversaires de l'Iran : l'Arabie Saoudite, ciblée par des attaques du Hezbollah al-Hejaz, dont celle des tours de Khobars en 1996, ainsi qu'Israël, ciblé à travers les communautés juives comme lors de l'attentat de Buenos Aires en 1994. Les opposants en exil sont également victimes d'assassinats en territoire étranger (au moins 12 sur la période)[66].

L'entrée en fonction de Qassem Soleimani s'est accompagnée d'une réorganisation de la force en vue d'une plus grande intégration opérationnelle avec les autres relais et partenaires de l'« Axe de Résistance ». Avec l'arrivée de Soleimani, le commandant d'al-Qods en réfère directement au Guide Suprême et ses prérogatives dépassent largement le simple cadre militaire. Qualifié par Ali Khamenei de « martyr vivant » pour son dévouement à la cause de la République islamique, Soleimani s'était illustré en jouant un rôle central dans les négociations diplomatiques telles que celles

63. *Ibid*.
64. O. Seliktar et F. Rezaei, *Iran, Revolution, and Proxy Wars*, *op. cit*., p. 13.
65. N. Uskowi, *Temperature Rising, op. cit*., p. 43.
66. Suite à son mandat au sein d'al-Qods, Ahmad Vahidi continuera son parcours dans les structures de force iraniennes devenant ministre de la Défense entre 2009 et 2013.

menant à la décision russe d'intervenir en Syrie, en traitant directement avec le général Odierno et Christopher Hill en Irak en 2008 ou encore en allant rassembler des soutiens pour le Premier ministre irakien pendant les émeutes d'octobre 2019[67]. Ce dernier aurait également tenu un rôle opérationnel dans le commandement des proxys sur les théâtres les plus sensibles tels que la Syrie et l'Irak[68]. Les funérailles organisées après sa mort – aux côtés d'Abou Mahdi al-Mouhandis alors commandant-adjoint des Hashd al-Chaabi – ont été suivies par des millions de personnes en Irak et en Iran révélant ainsi sa popularité auprès d'une part de la population.

Une nouvelle période pour al-Qods s'est ouverte en janvier 2020 avec la nomination à sa tête du général Ismaïl Qaani. Bien que réputé pour arborer un tempérament moins flamboyant que son prédécesseur, sa longue expérience opérationnelle et ses liens dans l'entourage du Guide Suprême et auprès de certains chefs de grandes milices, portent à croire qu'il sera en mesure d'assurer une continuité dans les opérations d'al-Qods. Au cours des dernières décennies, Ismaïl Qaani aurait essentiellement concentré son action à la tête du corps Ansar, chargé des opérations en Afghanistan, au Pakistan et en Asie centrale[69]. N'ayant pas les liens personnels aussi étroits que son prédécesseur avec les groupes miliciens du corridor Irak-Syrie-Liban, celui-ci pourrait, dans un premier temps, être enclin à concentrer son action en Afghanistan[70].

Professionnalisation et sous-traitance

Au cours de ses trente ans d'existence, l'augmentation graduelle des moyens financiers et matériels dédiés à la force al-Qods a permis l'acquisition d'équipements de qualité, parfois rétrofités et améliorés au sein d'un département chargé de la recherche et développement. Si les effectifs de la force continuent de faire l'objet de débats, il est clair qu'ils ont augmenté substantiellement au cours de la dernière décennie. Ses effectifs se situent, selon les estimations, à entre 5 000 et 20 000 opérateurs iraniens[71]. En plus de son financement sur le budget de l'État, l'organisation disposerait également de fonds propres basés sur des réseaux occultes et des fondations contrôlées par les Gardiens de la Révolution en Iran et au Moyen-Orient,

67. T. Arango, J. Risen, F. Fassihi, R. Bergman et M. Hussain, « The Iran Cables: Secret Documents Show How Tehran Wields Power in Iraq », *The New York Times*, 18 novembre 2019.
68. J. Risen, T. Arango, F. Fassihi, R. Bergman et M. Hussain, « A Spy Complex Revealed », *The Intercept*, 18 novembre 2019.
69. A. Alfoneh, « Esmail Qaani: The Next Revolutionary Guards Quds Force Commander? », *Middle Eastern Outlooks*, nº 1, janvier 2012.
70. L. C. Baldor, « Top Commander Sees Increased Iran Threat in Afghanistan », *The Washington Post,* 31 janvier 2020.
71. K. Katzman, *Iran's Foreign and Defense Policies*, *op. cit.*, p. 18.

garantissant ainsi la survie d'une partie des activités du groupe en cas de coupe budgétaire, voire même de changement de régime à Téhéran[72].

La force al-Qods tient en outre une place importante en vue de permettre l'accès de l'Iran aux pays de l'« Axe de Résistance ». L'unité 190 de la force al-Qods est ainsi spécialement chargée d'acheminer les armements à destination de la Syrie, du Liban, du Yémen, ou encore de Gaza[73]. Elle est, en général, complétée en miroir par des unités analogues chez les groupes partenaires, à l'instar de l'unité 108 du Hezbollah, chargée de faciliter les transferts d'armes depuis la Syrie. La Force opère également à travers un réseau de compagnies aériennes (Yas Air, Iran Air, Mahan Air), et de sociétés de transports maritime et routier.

L'« Axe de Résistance » reposant de manière croissante sur la circulation des savoirs entre l'Iran et ses forces partenaires, certaines d'entre elles en sont venues à jouer un rôle de plus en plus important dans la nébuleuse, les conduisant à remplir des fonctions jusqu'alors assurées directement par les cadres iraniens d'al-Qods (entraînement, formation et commandement). C'est notamment le cas du Hezbollah libanais qui a joué un rôle central dans la montée en puissance des forces pro-Iraniennes en Syrie, en Irak et au Yémen. À partir de 2003, ses « conseillers » ont participé à la formation de nouvelles entités comme Kata'ib Hezbollah en Irak[74] et au Yémen. Ce rôle actif est également complété par une aura particulière auprès de certaines milices (Kata'ib Hezbollah, Asa'ib Ahl al-Haq), qui prennent l'organisation libanaise comme modèle[75].

72. N. Uskowi, *Temperature Rising*, *op. cit.*, p. 145.
73. M. Levitt, « Hezbollah's Procurement Channels: Leveraging Criminal Networks and Partnering with Iran », *CTC Sentinel,* vol. 12, n° 3, mars 2019, p. 1.
74. M. Levitt et P. Smyth, « Kataib al-Imam Ali: Portrait of an Iraqi Shiite Militant Group Fighting ISIS », The Washington Institute, *Policy Watch 2352*, 5 janvier 2015.
75. M. Eisenstadt et M. Knights, « Mini-Hizballahs, Revolutionary Guard Knock-Offs, and the Future of Iran's Militant Proxys in Iraq », *War on the Rocks*, 9 mai 2017, disponible sur : www.warontherocks.com.

Réseau d'influence ou organisation intégrée ?

Les milices soutenues à des degrés divers par l'Iran au Moyen-Orient jouent désormais un rôle d'acteurs militaire et politique de premier ordre. Au cours des dernières années leur action s'est parfois révélée particulièrement déstabilisante, à l'échelle locale aussi bien que régionale. La relation de ces acteurs avec l'Iran crée cependant une « ambiguïté stratégique » fondamentale quant à la responsabilité qu'il convient de leur attribuer. Par-delà les liens noués au fil des décennies par la République islamique avec divers groupes armés du Moyen-Orient, la question la plus cruciale à l'égard de l'« Axe de Résistance » et la réponse à y apporter est donc d'évaluer le degré d'intégration et de contrôle opérationnel assuré par Téhéran sur ce réseau. Dans la mesure où ce contrôle demeure sujet à débat, l'Iran peut bénéficier d'un « déni plausible » lui permettant de se soustraire à d'éventuelles sanctions. Il convient donc de se pencher sur la réalité du contrôle opérationnel iranien sur ces groupes ainsi que sur le niveau d'interopérabilité nécessaire pour les considérer comme un système militaire cohérent. Par ailleurs, la question des capacités militaires dont ils disposent est également cruciale puisqu'elle peut indiquer le degré de dépendance de ces groupes à l'Iran tout autant que la menace qu'ils sont susceptibles de représenter.

De la prolifération à l'intégration : la nébuleuse des milices

En dépit du discours officiel selon lequel « l'Axe de Résistance » a émergé de façon spontanée dans les différents pays, l'étude historique de la stratégie iranienne montre qu'il s'est construit empiriquement, marqué comme nous l'avons vu par des renoncements (le Hezbollah al-Hejaz saoudien[76]), toujours soumis aux aléas des équilibres internationaux lesquels ont intimé un certain pragmatisme au messianisme révolutionnaire des origines. Si les « briques » de son système (la force al-Qods dans un premier temps, puis le Hezbollah

76. Le Hezbollah a été l'un des responsables de la formation en 1987 de cet homologue saoudien par le recrutement de pèlerins venu se recueillir au mausolée Zeinab à Damas. Il fut surtout actif dans la fin de la décennie 1980 par la menée d'actes de sabotage et d'assassinats politique. Cependant, l'Iran ne sacrifia jamais à l'existence du groupe ses intérêts diplomatiques et sous la double pression de la répression saoudienne et la politique de « rapprochement » de Mohammad Khatami en 1997, le groupe entra dans une situation de mort clinique.

progressivement) lui ont permis de bâtir et d'entretenir de précieux savoir-faire, c'est véritablement le conflit syrien, par son intensité et sa durée, qui a constitué le creuset de ce qui peut être qualifié de modèle expéditionnaire par para-militarisation commandée. Trois éléments successifs semblent aujourd'hui constituer sa stratégie : une avant-garde militante assurant le contrôle avancé de l'assistance opérationnelle ; l'exportation et la réplication de son architecture de défense territoriale « en mosaïque » comme système d'encadrement et enfin, l'autonomisation et l'internationalisation de la prolifération milicienne.

L'avant-garde : al-Qods et le Hezbollah

Dans les années 1980 et 1990, le soutien iranien à l'« Axe de Résistance » s'est structuré autour d'une « avant-garde » paramilitaire professionnelle et très idéologisée. Celle-ci demeurait néanmoins très compartimentée pour des raisons de sécurité opérationnelle, tant vis-à-vis du reste de la population que de l'organisation-mère. Même après 2003, lorsque l'Iran soutient la prolifération milicienne sous l'occupation américaine en Irak, ce sont encore les « départements » spécifiquement dédiés à l'action séditieuse qui sont employés : l'unité 3 800 pour le Hezbollah[77], la brigade Badr et le département 9 000 pour la force al-Qods[78].

Leur intervention s'inscrit ainsi dans une répartition des rôles bien définie : la formation pour le Hezbollah, la logistique pour Badr, et la coordination pour le corps Ramazan. Jusqu'en 2007, les Iraniens se concentrent avant tout sur la coordination des cadres des groupes insurgés plutôt que sur le contrôle étroit des groupes. Si l'émancipation du mouvement de Moqtada al-Sadr à partir de 2004 (cf. *supra*), souligne une première fois les limites d'un système d'assistance tous azimuts, régis uniquement par l'offre d'actions militantes, les luttes intestines entre groupuscules chiites irakiens en 2007 conduisent l'Iran à appliquer un système plus strictement aiguillé par l'alignement idéologique[79]. Le contrôle des approvisionnements en armements lourds (mortiers, lance-roquettes) est par ailleurs renforcé, ces armes étant désormais réservées à des combattants considérés comme aguerris et loyaux[80]. Des cadres irakiens sont également promus au sein des groupes spéciaux après l'arrestation de

77. M. Levitt, *Hezbollah: The Global Footprint of Lebanon's Party of God*, Washington D.C, Georgetown University Press, 2013.
78. La « brigade » Badr n'est pas encore à l'époque « l'organisation » et parti politique irakien qu'elle est devenue aujourd'hui sous le leadership d'al-Ameri. Elle est encore en 2003 complètement intégrée à la force al-Qods.
79. M. Knights, « The Evolutions of Iran's Special Groups in Iraq », *CTC Sentinel*, vol. 3, n° 11, novembre 2010.
80. *Ibid.*, p. 14.

plusieurs commandants iraniens. Cette configuration irakienne, où le Hezbollah et la force al-Qods se mettent en retrait de l'action partisane pour assumer un rôle d'appui, constitue le premier point de contrôle du modèle militant iranien et sera reproduite en Syrie et à nouveau en Irak en 2014. Elle permet, en effet, autant d'offrir plusieurs degrés de « déni plausible » quant à leur responsabilité et à l'implication de l'Iran, que d'exercer une pression sur les préférences des groupes militants sélectionnés.

Le catalyseur syrien

Contrairement à la situation ayant prévalu en Irak, caractérisée par une profusion de l'offre militante, le conflit syrien n'implique initialement que peu d'entités ayant vocation à intégrer l'« Axe de Résistance ». En effet, le régime de Bachar al-Assad et son armée ne sont alors pas tant confrontés à un problème d'équipement ou de formation[81] que d'hémorragie continue des effectifs du fait de l'attrition et des désertions. Les solutions apportées, là encore incrémentales et forcées par les évènements, prennent le contour d'une double importation : doctrinale d'abord, avec l'adoption du principe d'une défense territoriale « en mosaïque », et ensuite avec la mise en place d'un système milicien paramilitaire.

Confronté lors de l'été 2012 à la militarisation de l'opposition aggravée par les défections, le régime syrien restructure ses réseaux clientélistes avec l'aide de l'Iran : cercles d'affaires, réseaux criminels et minorités obligées (druzes, chrétiennes, palestiniennes). Jusqu'alors organisés en « comités populaires » (*likan al-Shabiya*), ces derniers sont incorporés au sein d'une superstructure milicienne couvrant l'étendue du territoire, les Forces de défense nationale (*Quwat ad-Difa'a al-Watani*). Le modèle est celui des *bassidji* iraniens, système milicien créé en novembre 1979 et massivement employé en Iran à des fins de contrôle social. Cette influence semble d'autant plus assumée que le général Hossein Hamedani, dépêché à la tête de la force al-Qods en Syrie pour superviser cette transformation entre 2013 et sa mort en 2015 lors de la bataille d'Alep, n'était autre que l'ancien commandant des Bassidji – poste dans lequel il avait joué un rôle clé dans la répression du mouvement contestataire de 2009[82].

Les Quwat al-Watani permettent au régime de Damas de fournir une masse et une implantation locale à moindre coût, servant tout à la fois d'écran aux manœuvres offensives des forces régulières ou unités semi-régulières, que de viviers de personnels pour les unités cadres qui sont, dans

81. A. Terrill, « Iran's Strategy for Saving Assad », *The Middle East Journal*, vol. 69, n° 2, 2015.
82. O. Seliktar et F. Rezaei, *Iran, Revolution, and Proxy Wars*, *op. cit.*, p. 171.

le modèle iranien, les Gardiens de la Révolution et qui devaient être en Syrie, l'Armée Arabe Syrienne[83].

C'est peut-être ce dernier point qui marque la rupture la plus nette avec les expériences passées et incarne un saut qualitatif dans l'intégration et l'interopérabilité des forces pro-iraniennes. Au fur et à mesure de l'évolution du conflit et de l'épuisement de l'armée régulière, la force al-Qods a vu croître ses responsabilités d'encadrement et de commandement via l'intégration de ses cadres directement au sein des forces miliciennes.

L'étude de la répartition des pertes combattantes iraniennes répertoriées en Syrie indique ainsi la prévalence des cadres officiers et sous-officiers, majoritairement issus des unités de forces spéciales du corps des Gardiens de la Révolution (*Saberin* et *Takavaran*), avec des pics concomitants aux grandes offensives du régime[84]. L'année 2015, correspondant au début de l'offensive sur Alep et à l'intervention russe, se démarque ainsi par la perte de trois généraux de brigade des Pasdaran. Ces pertes attestent de la transition d'une simple mission d'assistance exposant en priorité les sous-officiers à la prise de responsabilité croissante des Iraniens dans la planification et le contrôle opérationnel des forces du régime. À partir de 2015, on note également une plus grande concentration des pertes au sein de mêmes unités, révélant la projection directe d'unités iraniennes entièrement constituées. Ces pertes révèlent notamment l'implication de la 8e division blindée *Najaf Ashraf* et de la 21e brigade blindée indépendante. Ces deux unités du corps des Pasdaran ont la particularité d'être équipées et formées à la soviétique à l'instar de la 4e division mécanisée de l'AAS elle aussi engagée à Alep, ce qui souligne encore une fois la recherche iranienne de synergie et d'interopérabilité.

Cette tendance à l'implication directe de forces iraniennes se poursuit en 2016, avec le déploiement en opération extérieure, pour la première fois depuis la Révolution, d'une brigade aéroportée d'Artesh, l'armée régulière de la République, distincte du corps des Gardiens[85]. Ces développements incarnent ainsi le dernier élément de contrôle du modèle iranien : Téhéran pourvoit directement aux unités de base de son architecture « en mosaïque » par la projection de ses propres forces, de celles du Hezbollah et par l'acheminement des milices irakienne, afghane et pakistanaise. Le

83. M. San Augustin, « Évolutions des doctrines iraniennes », *Cahier du RETEX*, juillet 2017.
84. Ces unités ont la particularité de conduire des rotations dans les régions du Kurdistan et du sud-ouest de l'Iran en zones baloutches pour de la contre-insurrection ; A. Alfoneh et M. Eisenstadt, « Iranian Casualties in Syria and the Strategic Logic of Intervention », The Washington Institute for Near East Policy, 11 mai 2016 ; A. Lund, « Not Just Russia: The Iranian Surge in Syria », Carnegie Middle East Center, 23 mai 2016.
85. G. Wright, « Iran Expands Presence in Syria with Special Forces Deployment », *Offiziere*, 19 avril 2016, disponible sur : www.offiziere.ch.

Hezbollah, malgré ses réticences, a été poussé dès 2013 par l'Iran à l'intervention directe. Les rudes combats victorieux d'al-Qusair auront ainsi permis au groupe libanais d'établir une « zone de sécurité » entre Damas et la vallée de la Bekaa. Surtout, l'Iran a lui-même recruté pour le théâtre syrien, parfois par la force et la menace d'expulsion, plusieurs milliers de réfugiés afghans et pakistanais, regroupés respectivement dans les formations *Liwa Fatemiyoun* créée en 2013 et *Liwa Zainabiyoun* instituée en 2016[86].

Enfin, en adoptant un discours centré sur la défense des lieux saints et une vision où ses adversaires sont qualifiés d'hérétiques, l'Iran a donné une dimension sectaire à sa participation au conflit, d'ailleurs sanctionnée par une *fatwa* en 2013[87]. Cette légitimation religieuse combinée aux « retours » dans leur pays d'origine de ces combattants aguerris lui fournit *in fine* un vaste réservoir de force et un réseau susceptible ensuite d'être réactivé en cas de besoin[88]. Les « revenants » de Fatemiyoun semblent ainsi se positionner aujourd'hui en Afghanistan comme de possibles nouveaux relais pro-iranien, participant par exemple à la formation de groupes d'autodéfense dans le quartier hazara de Dasht-e-Barchi à Kaboul[89].

L'éventail capacitaire des milices

En marge de l'emploi d'un narratif unificateur à destination des milices, l'Iran fournit du matériel en quantité importante. Les efforts iraniens en termes d'équipements se sont historiquement structurés autour de deux axes. Le premier est la diffusion de capacités de production artisanale d'engins explosifs improvisés (EEI) et de systèmes couvrant le bas du spectre balistique (roquette de saturation, mortiers à roquette assistée). Ces moyens ont permis d'accroître singulièrement la résilience des groupes satellites vis-à-vis de leurs sources d'approvisionnement et la continuité de leurs attaques. L'Iran tolère volontiers la fabrication artisanale de ce type de capacités tant que l'alignement idéologique ou politique des groupes concernés perdure.

Le second axe d'effort capacitaire est la mise à disposition d'armements lourds ou sophistiqués (missiles guidés antichars, anti-aériens, ou

86. A. Toumaj, « IRGC Commander Discusses Afghan Militia, "Shia Liberation Army", and Syria », *Long War Journal*, 24 août 2016 ; F. Zahid, « The Zainabiyoun Brigade: A Pakistani Shiite Militia Amid the Syrian Conflict », *Terrorism Monitor*, vol. 14, n° 11, 27 mai 2016.
87. P. Smyth, « The Shiite Jihad in Syria and its Regional Effects », *The Washington Institute*, Policy Focus n° 138, février 2015.
88. A. Jawad Al-Tamimi, « Shi'i Militias in Iraq and Syria », 15 mars 2015, disponible sur : www.aymennjawad.org.
89. P. Smyth, « The Shia Militia Mapping Project », The Washington Institute, mai 2019 ; W. Rahmani, « How Islamic State-Khurasan Is Driving Afghanistan Toward Sectarian Conflict », *Terrorism Monitor*, vol. 16, n° 19, *Jamestown Foundation*, 12 octobre 2018, disponible sur : www.jamestown.org.

antinavire, moyens balistiques, drones) et de capacités de niche (cyber), pour assurer d'une part l'ascendant du partenaire de l'Iran sur ses concurrents locaux et d'autre part accroître le coût d'éventuelles contre-mesures de puissances tierces hostiles. Dans les deux cas il s'agit de maximiser l'effet psychologique sur l'adversaire en se concentrant sur des cibles à haute valeur stratégique ou symbolique. Ce faisant les milices d'obédience iranienne sont en général plus sophistiquées et plus innovantes, soulignant la puissance d'une véritable communauté irrégulière structurée par la force al-Qods depuis trente ans[90].

Les capacités de basse intensité : un contrôle décentralisé pour générer un effet de masse

L'occupation américaine en Irak (2003-2011) a été l'occasion pour l'« Axe de Résistance » de se doter à une échelle inédite d'EEI à charge creuse (ou *Explosive Formed Penetrator*) capables de percer les véhicules blindés. Leur fabrication nécessitait à ses débuts la livraison de plaques de cuivre usinées en Iran avant que la technologie ne se dissémine[91]. Elle est aujourd'hui considérée comme une signature typique d'un programme d'assistance iranien, apparaissant entre autres dans certains groupuscules chiites au Bahreïn[92] ou au sein du mouvement houthi au Yémen[93]. Dans cette catégorie doivent être ajoutés les roquettes improvisées, utilisant des projectiles de circonstance tels des réservoirs de propane ou de carburant propulsés par un moteur de roquette.

La diffusion des compétences d'infanterie et de génie constitue une autre plus-value de l'assistance iranienne. Les milices chiites, particulièrement le Hezbollah, se sont démarquées par l'intense valorisation du terrain qu'elles entreprennent dans leurs aires d'opération ainsi que leur étroite association à des feux d'interdiction comme les missiles antichars. La « surprise » israélienne de 2006 a ainsi révélé un vaste réseau sous-terrain de fortifications élaborées par le Hezbollah, avec plus de 600 bunkers découverts, dont certains équipés de fibre optique[94]. Au Yémen, les Houthis s'appuient pour leur part sur de vastes réseaux de tranchées et points d'appui qu'ils utilisent pour réduire leur vulnérabilité à l'arme aérienne et compenser

90. K. Cragin, « Hizballah, the Party of God », in « Aptitude for Destruction – Case Studies of Organizational Learning in Five Terrorist Groups », RAND Corporation, 2005.
91. F. Burton, « The Imminent Spread of EFPs », *Stratfor*, 11 avril 2007.
92. M. Knights et M. Levitt, « The Evolution of Shi'a Insurgency in Bahrain », *CTC Sentinel*, vol. 11, n° 1, 2018.
93. Selon la lettre adressée au Président du Conseil de Sécurité du 26 janvier 2018 par le Panel d'Expert sur le Yémen, mandaté par la résolution 2342 du Conseil de Sécurité de 2017, p. 28.
94. A. Crooke et M. Perry, « How Hezbollah Defeated Israel, Part 1: Winning the Intelligence War », *Conflict forum,* 2006, disponible sur : www.conflictsforum.org.

leur infériorité numérique[95]. En Syrie enfin, le conflit a vu le retour de la guerre des mines entre rebelles et forces pro-régime.

L'acquisition d'une capacité de saturation à l'aide de roquettes de faible à moyenne portée est la contribution la plus connue de l'Iran à ses milices avec comme cas emblématique le Hezbollah qui, dès 1996, a articulé sa stratégie autour de sa capacité à frapper de façon indiscriminée et dans la durée les centres de population israéliens. Ces roquettes vont des plus légères et improvisées, telles les modèles russes de 82 mm *Katyusha* ou encore les missiles air-sol S-5 converti en un rôle sol-sol[96], aux projectiles plus lourds, tels que les *Hesah* (107 mm), *Grad* (122 mm) ou encore *Egir* (240 mm)[97]. La montée en gamme du mouvement houthi est un autre exemple de l'appui capacitaire iranien. Les missiles moyenne-portée *Borkan* 2-H employés en mai 2017 contre Riyad et Yanbu et présentés comme des produits locaux se sont en fait révélés être des versions plus légères du missile iranien *Qiam-1* dont les pièces ont été produites en Iran et assemblées au Yémen[98]. De la même manière, la conversion de missiles sol-air SA-2 en missile sol-sol *Qaher-1*, pour créer une artillerie de représailles contre les localités saoudiennes du sud du pays (plus de 60 frappes entre 2015 et 2017) est un savoir-faire éprouvé par l'Iran qui a entamé, depuis les années 1990 la conversion de ses SA-2 en missiles sol-sol *Tondar-69* d'une portée estimée à 240 kilomètres[99].

Les capacités spécialisées dans la haute intensité : un contrôle étroit de Téhéran

L'arsenal des proxys dans le segment des feux indirects (mortiers, roquettes missiles balistiques) est largement issu de systèmes d'origine nord-coréenne ou chinoise achetés par l'Iran ou la Syrie dans les années 1990-2000 et par la suite reproduits et modernisés par l'Iran. En 2018, les forces iraniennes auraient livré à leurs alliés en Irak, selon plusieurs sources iraniennes et occidentales, une dizaine de systèmes d'artillerie roquette courte portée *Zelzal* mais aussi des missiles balistiques *Fateh*-110 et *Zulfiqar* (portées comprises entre 200 et 700 km), probablement au bénéfice de Kata'ib

95. M. Knights, « The Houthi War Machine: From Guerilla War to State Capture », *CTC Sentinel*, vol. 11, n° 8, septembre 2018.
96. Y. Lyamin et N-R Jenzen-Jones, « Improvised Employment of S-5 Air-to-Surface Rockets in Land Warfare: A Brief History and Technical Apraisal », *ARES*, Resarch Report n° 1, février 2014 et « Iranian Falaq-1 and Falaq-2 Rockets in Syria », *ARES*, Research Report n° 2, mai 2014.
97. M. Knights et F. Nadimi, *Curbing Houthi Attacks on Civilian Ships in the Bab al-Mandab*, Washington Institute for Near East Policy, 27 juillet 2018.
98. Selon la lettre adressée au Président du Conseil de Sécurité du 26 janvier 2018 par le Panel d'Expert sur le Yémen, mandaté par la résolution 2342 du Conseil de Sécurité de 2017, p. 28.
99. C. Weiss, « Analysis: Houthi Missiles Against the Saudi-led Coalition », *Long War Journal*, 2 août 2019, disponible sur : www.longwarjournal.org.

Hezbollah. Quant au Hezbollah libanais, celui-ci est réputé posséder la majeure partie de l'arsenal iranien de seconde génération (2000-2010) de type *Fateh*, *Shahab*-1 et -2 (cf. *annexe 3)*.

L'enjeu capacitaire majeur pour l'avenir de l'« Axe de Résistance » semble aujourd'hui être la diffusion de moyens de frappe de précision. Depuis plusieurs années maintenant, l'Iran mène une campagne de modernisation de l'ensemble des stocks de roquettes et de missiles syriens et libanais, par exemple en y implantant des kits de guidage satellite (GPS ou Glonass). C'est notamment le cas de systèmes balistiques initialement non guidés comme le *Fateh*-110 ou encore du missile de croisière antinavire Hormuz-1 et -2. Pour le Hezbollah, le défi est de taille puisqu'il s'agit de moderniser un stock d'environ 130 000 missiles et roquettes[100].

Ce programme de modernisation (parfois libellé « *Precision Project* » dans la littérature anglo-saxonne) a été régulièrement visé par des frappes israéliennes le long du corridor terrestre Téhéran-Bagdad-Damas-Beyrouth dont les premières remontent à 2013 avec une attaque sur un transport de missiles SA-17 par le Hezbollah vers le Liban[101]. En septembre 2018, Tsahal déclarait ainsi avoir effectué plus de 200 raids aériens en Syrie, pointant ainsi la montée en puissance de l'assistance iranienne sur le segment balistique[102]. La Syrie n'est par ailleurs plus le seul théâtre de cette extension. Les attaques contre l'Arabie Saoudite se sont ainsi multipliées depuis les bases miliciennes en Irak, notamment de Kata'ib Hezbollah que Washington juge être le véritable responsable des offensives du 14 mai 2019 sur un oléoduc saoudien – et non le mouvement Houthis, qui avait revendiqué l'attaque[103].

Cette montée en gamme des portées et de la précision des moyens de frappe du réseau de milice soutenu par l'Iran a pris une nouvelle dimension avec l'attaque du 14 septembre 2019 sur la raffinerie saoudienne d'Abqaiq, appartenant à la société nationale Aramco. Revendiquée là encore par les Houthis, cette attaque pose la question de l'utilisation de missiles de croisière par le mouvement yéménite, voire d'une implication iranienne directe au vu de la distance de la cible (plus de 1000 km) et de la précision de la frappe – 17 impacts touchant au but les sphères de séparation pétrole/gaz[104]. Si l'attaque se révélait bien être une opération houthie, elle accréditerait la thèse

100. K. Bauer, H. Ghaddar et A. Orion, « Iran's Precision Project », The Washington Institute for Near East Policy, 2018, p.2.
101. « Raid Israélien en Syrie contre un convoi d'armes destiné au Hezbollah » *L'Orient le Jour*, 31 janvier 2013.
102. J. Ari Gross, « IDF Says It Has Bombed Over 200 Iranian Targets in Syria Since 2017 », *The Times of Israël*, 4 septembre 2018.
103. M. Knights, « Iran's Expanding Militia Army in Iraq », *op. cit.*
104. M. Knights, « A Credibility Test for U.S-Saudi Defense Relations and Iran Deterrence », The Washington Institute for Near East Policy, *Policy Watch 3180*, 16 septembre 2019.

du développement réussi de leur missile *Qud*-1 dérivé du *Soumar* iranien (1 350 km de portée)[105].

La complexité de la frappe indique *a minima* une rupture qualitative dans la planification avec la coordination de capteurs de renseignement et d'acquisition déportés (un rôle *a priori* assumé par des drones) et d'effecteurs dont la nature fait encore débat (drones explosifs, missiles balistiques, ou de croisière). Les dernières conclusions du panel d'expert dépêché par l'ONU pour déterminer la responsabilité de cette attaque semblent finalement écarter la piste yéménite et par défaut, indiquer une frappe iranienne directe à l'aide de quelque 18 drones explosifs de type *Samad*-3 et -7 ainsi que des missiles de croisière de type *Soumar*[106].

Si cela venait à se confirmer, l'attaque sur Aramco s'inscrirait alors dans une tendance observée depuis 2017 à la conduite de frappes directes par vecteur balistique de la part de l'Iran contre des cibles de haute valeur[107]. Ce schéma s'est encore reproduit le 8 janvier 2020 avec le tir de 13 à 16 missiles balistiques contre des positions américaines sur les bases irakiennes d'Ain al-Asad et d'Erbil. Les vecteurs employés, identifiés par certains analystes comme des variantes du *Fateh*-110 et du *Zulfiqar* ainsi que des Qiam-2, soulignent l'étendue de la montée en gamme capacitaire de l'arsenal iranien notamment en matière de précision[108]. L'emploi de plus en plus récurrent de ce type de moyens pourrait inaugurer une nouvelle évolution du schéma asymétrique iranien dans lequel des capacités de frappe de précision de théâtre viendraient compléter les salves saturantes de roquettes non guidées[109].

Les milices disposent en outre de quelques moyens blindés, qu'il s'agisse de chars T-72 tirés des parcs iraniens et transférés aux milices irakiennes (Asa'ib al-Haq), notamment depuis la prise de Mossoul par l'État islamique (2014) ou plus largement d'autres éléments de la gamme de chars russo-soviétiques exportés aux États syriens et irakiens[110]. Le Hezbollah libanais a notamment constitué en Syrie ce qu'il dénomme un « bataillon mécanisé » à

105. F. Hinz, « Meet The Quds 1 », *Arms Control Wonk*, 15 septembre 2019, disponible sur : www.armscontrolwonk.com.
106. Président du Conseil de Sécurité du 27 janvier 2020 par le Panel d'Expert sur le Yémen, mandaté par la résolution 2342 du Conseil de Sécurité de 2017, p. 82.
107. S. Delory, V. Tourret et A. Levallois, « Opération iranienne contre les bases d'el-Asad et Erbil : qu'enseigne l'imagerie ? Première et Seconde partie », Fondation pour la Recherche Stratégique, 12 février 2020, disponible sur : www.frstrategie.org.
108. S. Roblin, « Meet the Qiam Missile Iran Used to Blast a U.S. Airbase », *National Interest*, 11 janvier 2020, disponible sur : www.nationalinterest.org.
109. S. Roblin, « Could Iran's Missiles Do the Unthinkable: Sink a U.S. Navy Aircraft Carrier? », *National Interest*, 2 février 2019, disponible sur : www.nationalinterest.org.
110. Oryx, « Iran's Expanding Sphere of Influence: Iranian T-72 Tanks in Iraq », *Bellingcat*, 14 mars 2015, disponible sur : www.bellingcat.com.

l'aide de chars T-55, T-72, T-90, de véhicules d'infanterie mécanisée M113[111], BMP et de canons automoteurs[112]. De la même manière Asa'ib al-Haq et Kata'ib Hezbollah ont ainsi été observées opérant un T-90 durant la bataille d'Alep en 2016[113]. Il n'est pas sûr cependant que ces capacités ne soient pas remises aux États irakien et syrien dans les prochaines années, ni que ces groupes, confrontés à la supériorité aérienne occidentale et au coût élevé de la maintenance des engins, jugent pertinent de continuer à les employer sur le mode conventionnel qu'ils ont pu expérimenter jusqu'ici contre Daech et les rebelles syriens.

Les missiles sol-air portatifs très courtes portées (ou *Man-Portable Air Defense Systems*, MANPADS) connaissent également une prolifération importante depuis le conflit syrien, même si la plupart sont d'anciens modèles soviétiques de type SA-7 pillés sur les stocks syriens et irakiens. Quelques systèmes produits en Iran, comme les *Misagh*-1 et -2 ont été interceptés dans des livraisons pour le mouvement houthi[114]. Par ailleurs, le groupe Kata'ib Hezbollah en Irak a été observé paradant avec un missile chinois QW-1M dérivé du *Igla* russe (SA-18)[115]. Cet appareil, dont la technologie est à l'origine de la famille des *Misagh* iraniens, ne fait pas partie des arsenaux historiques de la région et a été saisi en grande quantité en 2013 au large du Yémen[116]. Dans l'ensemble, les Iraniens semblent toutefois se restreindre sur le segment des capacités sol-air et ne pas avoir fourni de quantités significatives à son réseau de milices partenaires.

Un autre axe d'effort capacitaire du réseau milicien animé par l'Iran est l'emploi de drones à des fins de renseignement et d'acquisition de cible, mais aussi comme effecteurs. Des parallèles ont ainsi été établis entre le drone explosif iranien *Ababil*-T, d'une autonomie déclarée de 150 kilomètres pour une charge de 45 kg, et le *Qasef*-1 qu'emploie le mouvement houthi, surtout à des fins de sabotage contre des installations pétrolières saoudiennes ou contre des cibles à haute valeur symbolique, comme le 10 janvier 2019 où un *Qasef* explose à Aden au-dessus d'une parade militaire[117]. Sur le segment drone ISR, les Pasdaran ont développé à partir de drones américains

111. Ce qui pose la question de l'intégrité des arsenaux de l'État libanais : T. Gibbons-Neff, « Hezbollah Has U.S. Armored Personnel Carriers. But How Did They Get Them? », *The Washington Post*, 16 novembre 2016.
112. C. Roche et V. Beshara, « Assad Regime Militias and Shi'ite Jihadis in the Syrian Civil War », *op.cit*.
113. *Ibid*.
114. S. Jones, « War by Proxy: Iran's Growing Footprint in the Middle East », CSIS Briefs, 11 mars 2019.
115. A. Rawnsley, « Iran-Backed Terror Group Parades New Anti-Aircraft Missiles in Iraq », *War is Boring*, 19 mars 2015.
116. R. F. Worth et C. J. Chivers, « Seized Chinese Weapons Raise Concerns on Iran », *The New York Times*, 2 mars 2013, disponible sur : www.nytimes.com.
117. A. Stein, « Low-Tech, High-Reward: The Houthi Drone Attack », *Foreign Policy Research Institute*, 11 janvier 2019, disponible sur : www.fpri.org.

ScanEagle un appareil baptisé *Yasir/Sayed*-2 mis en œuvre au moins par le Hezbollah et de la Harakat Hezbollah al-Nujaba et des Kata'ib Hezbollah irakiennes[118]. Il semble de la même manière que le drone abattu par un hélicoptère israélien AH-64 *Apache* en octobre 2018 était la version obtenue par rétro-ingénierie du RQ-170 capturé (ou écrasé) en 2011 sur le sol iranien[119]. Le mouvement Houthi enfin est quant à lui connu pour avoir « dronisé » des vedettes rapides à l'instar du *Shark*-33, utilisé pour harceler les navires civils, les terminaux maritimes saoudiens et le blocus maritime de la coalition[120].

Enfin, l'Iran semble également soutenir le développement et l'acquisition de capacités cyber et de guerre électronique au sein de l'« Axe de Résistance ». Selon certaines sources, le Hezbollah aurait réussi en 2006 à pénétrer un des systèmes d'information et de communication de Tsahal, à décrypter certains échanges radios tactiques ainsi qu'à intercepter ses communications GSM, exploitant médiatiquement les pertes rapportées sur ces fréquences pour prévoir ses mouvements à l'avance[121]. En décembre 2009, le groupe irakien Kata'ib Hezbollah a quant à lui été crédité du piratage du flux de liaison de données vidéos d'un drone américain MQ-1 *Predator* par l'utilisation d'un software russe bon marché, Skygrabber, lui permettant d'échapper à la surveillance de l'appareil[122].

Les capacités cyber de l'Iran semblent toutefois encore loin d'être mises en œuvre au niveau tactique auprès de ses propres forces ou en appui de celles de ses proxys, demeurant pour l'instant un instrument d'espionnage et de sabotage industriel et financier. L'Iran est connu pour entretenir deux groupes de hackers qui seraient liés à son ministère des Renseignements et de la sécurité nationale (*Vevak*) : ces groupes, désignés par l'entreprise Fireye comme APT 33 « *Elfin* » et APT 34 « oilrig », se contentent pour l'instant d'utiliser des programmes peu sophistiqués dits « génériques ». C'est pourquoi la revendication iranienne d'une prise de contrôle d'un drone furtif RQ-170 américain en décembre 2011 en brouillant son C2 et ses données GPS a pu être accueilli avec suspicion.

118. A. M. Bodetti, « How Iranian-Backed Shia Militias Got US Drones », *Offiziere*, 6 juin 2017.
119. W. Zwiknenburg, « Sentinels, Saequehs and Simorghs: An Open Source Survey of Iran's New Drone in Syria », 13 février 2018.
120. M. Knights, « The Houthi War Machine: From Guerrilla War to State Capture », *op. cit*.
121. M. Bazzi, « Hezbollah Cracked the Code », *Newday.com*, 18 septembre 2006 ; J. Henrotin, « Running To Capharnaüm - Leçon de l'opération "Changement de direction" », *Cahiers du RMES*, volume III, n° 2, 2006, p. 22.
122. M. Hoffman, J. Reed et J. Gould, « Army: Working to Encrypt UAV Video Feeds », *Army Times*, 21 décembre 2009.

L'avenir de l'« Axe de Résistance »

La stratégie iranienne de soutien à des groupes armés à travers la région est depuis longtemps perçue par les adversaires de la République islamique comme un cas flagrant du soutien au terrorisme international. Cette accusation figure en tête de liste des raisons avancées par Donald Trump dans sa décision, annoncée en mai 2018, de se retirer de l'accord de Vienne sur le nucléaire iranien signé trois ans plus tôt par son prédécesseur. Ce faisant, Washington démontrait sa détermination à mettre en œuvre une politique de « pression maximale » sur la République islamique, dans l'espoir de provoquer un changement de régime à Téhéran – à défaut d'obtenir un « meilleur accord » portant notamment sur cette question du « soutien au terrorisme. » C'est justement la raison pour laquelle les sanctions mises en place par les États-Unis ciblent en particulier les acteurs chargés de l'aide iranienne à l'« Axe de Résistance ».

Trois variables principales apparaissent donc aujourd'hui susceptibles de peser sur l'évolution de la stratégie iranienne vis-à-vis de ses proxys : tout d'abord l'impact des sanctions sur les ressources financières de l'Iran et de ses proxys ; ensuite, la priorité donnée à la stratégie extérieure et la place d'al-Qods dans l'architecture institutionnelle iranienne ; et enfin, le contrôle de l'escalade avec les États-Unis et les adversaires régionaux (Arabie Saoudite, Israël), à travers le maintien d'un degré suffisant de non-attribution dans la stratégie de guerre par procuration. Ces variables affecteront non seulement la puissance de ces proxys mais aussi l'appui dont ils bénéficieront de la part de Téhéran.

L'impact des sanctions

Le Département d'État américain estimait que la contribution financière iranienne au « réseau de résistance » atteignait 16 milliards de dollars sur la période 2012-2018[123]. Entre la signature de l'accord de Vienne en 2015 et le retrait américain en 2018, le budget de la défense iranien avait augmenté de 40 %. À l'issue du resserrement de la politique de sanction, le budget officiel de la défense iranienne s'est contracté significativement passant de 27,3

123. *Outlaw Regime: A Chronicle of Iran's Destructive Activities*, Iran Action Group, U.S. Department of State, Washington D.C., 2018.

milliards de dollars (2018) à 20,7 milliards (2019), posant ainsi la question de l'impact de ces mesures sur les relations entre Téhéran et ses partenaires[124].

S'il est vrai que certains groupes continuent de recevoir aujourd'hui d'importants subsides de Téhéran, à l'instar du Hezbollah (qui recevrait annuellement autour de 700 millions de dollars de l'Iran) ou de la Syrie (laquelle aurait reçu pour la seule année 2015 une aide de 6 milliards de dollars[125]), il semble peu probable que l'aide financière dédiée à l'« Axe de Résistance » connaisse une baisse inversement proportionnelle aux augmentations passées. De plus, la force al-Qods, en tant que partie intégrante du Corps des Gardiens de la Révolution, dispose de fonds propres issus des revenus du secteur privé[126].

Par ailleurs, certains groupes, comme les Hashd al-Chaabi en Irak ou les « Forces de Défense Locale » en Syrie, ont été directement intégrés dans les finances publiques de leurs pays hôtes. La bascule des Hashd sous le budget de l'État irakien, combinée aux investissements déjà réalisés dans le cadre du « Precision Project » sur plusieurs théâtres opérationnels suggèrent que les groupes pro-Iran pourront maintenir une part importante de leurs activités. Les « groupes spéciaux » en Irak tels qu'Asa'ib al-Haq, les Kata'ib Hezbollah ou Harakat Hezbollah al-Nujaba, disposent en outre de revenus alternatifs, tirés de divers trafics ou du grand banditisme, tels que la taxation des axes routiers sous leur contrôle, l'extraction pétrolière, l'industrie de récupération, le recel et la mise en œuvre de rançons.

Enfin, d'autres maillons importants de l'« Axe de Résistance » comme le Hezbollah ou l'organisation Badr disposent de moyens de financement véritablement autonomes de par leurs investissements dans l'économie légale, leur gestion de ministères gouvernementaux, de systèmes de soins ou encore de leur administration de régions fédérales, comme en Irak avec celle de Diyala confié à des cadres de Badr. Les communautés libanaises présentes dans le golfe de Guinée et le Nigéria en particulier sont mises à contribution financièrement par l'organisation selon plusieurs sources[127].

L'après-Khamenei en question

Plusieurs ruptures dans l'architecture institutionnelle iranienne pourraient dans les prochaines années conduire à une évolution du rôle d'al-Qods et du champ de ses missions. Le futur d'al-Qods dépendra en premier lieu des

124. *Iran military power*, *op. cit.*, p. 18.
125. *Outlaw Regime*, *op. cit.*, p. 10.
126. N. Uskowi, *Temperature Rising*, *op. cit.*
127. M. Levitt, *Hezbollah: The Global Footprint of Lebanon's Party of God*, Washington D.C, Georgetown University Press, 2013.

changements à venir au sommet de l'État iranien. En tant que chef politique, le Guide Suprême a vu ses pouvoirs graduellement augmenter sous le règne d'Ali Khamenei. Ce dernier a fait du Corps des Gardiens de la Révolution l'une des principales bases de son pouvoir et donné à la force al-Qods sa puissance actuelle.

Alors qu'il fêtera en 2020 ses 81 ans, le Guide a atteint un âge avancé. En 2015, les révélations sur son état de santé avaient soulevé la problématique de sa succession[128]. La période de transition qui se produira très vraisemblablement au cours des prochaines années pourrait conduire à une remise en question de cet ordre établi. En cas de décès ou d'incapacité du Guide, c'est l'Assemblée des experts, composée de 86 ayatollahs élus pour huit ans, qui aura pour charge de lui trouver un successeur. La dernière élection conduite en 2016 a porté aux urnes une majorité modérée, un premier signal concernant le futur du pays[129].

S'il semble peu probable que l'influence des Gardiens de la Révolution s'en trouve diminuée, certains observateurs ont associé des évènements comme le remplacement inattendu au printemps 2019 du général Ali Jaffari, commandant des Pasdarans depuis 2007, comme la marque d'une méfiance croissante du pouvoir à l'égard du corps chargé de le protéger[130]. Alternativement, la fonction de Guide Suprême pourrait être elle-même repensée à l'issue du changement à venir à la tête de l'État[131]. L'influence d'al-Qods, étroitement associée à la figure d'Ali Khamenei, pourrait alors évoluer, voire se trouver remise en question[132].

Contrôler l'escalade : le pari risqué de la non-attribution

À moyen terme également, la conjonction de plusieurs dynamiques opérationnelles et politico-stratégiques pourrait remettre en question le principe de non-attribution jusqu'ici préservé par l'Iran. L'« Axe de Résistance », s'il requiert des moyens technico-opérationnels et financiers importants, permet aujourd'hui à des groupes comme le Hezbollah libanais d'opérer alternativement dans des combats insurrectionnels et de plus haute intensité. Performant à l'offensive face à des groupes armés non-étatiques, comme en Syrie, ou sur la défensive face à des forces supérieures comme lors de la guerre de 2006, le Hezbollah incarne encore la plus grande réussite du

128. P. Gélie, « Iran : guerre de succession en vue au sommet de l'État », *Le Figaro*, 27 février 2015.
129. « Moderates Dominate Council of Clerics in Iran Elections », *Al-Jazeera*, février 2016.
130. N. Uskowi et O. Carmi, « Iran's Changing of the Guards », *Foreign Policy*, 30 avril 2019.
131. *Ibid*.
132. « Middle East and North Africa », *Strategic Survey*, vol. 119, nº 1, 28 octobre 2019, p. 210.

modèle paramilitaire iranien, autant qu'il révèle une grande disparité dans les capacités et compétences du reste de la nébuleuse milicienne.

Cet écart de puissance entre des forces « offensives » plus puissantes et d'autres « territoriales » plus faibles est aujourd'hui pleinement intégré à leurs schémas opérationnels. Si tant est que cette différenciation soit recherchée et entretenue par Téhéran, elle pourrait avoir pour effet de limiter l'autonomie de groupes comme les Kata'ib Hezbollah ou de l'organisation Badr. Cette stratégie d'approvisionnement différenciée fut déjà par exemple employée à la fin des années 2000 pour assurer un contrôle plus important sur les milices en Irak (cf. *supra*). Cependant, cette instrumentalisation coercitive de l'assistance iranienne et la concurrence entre milices qu'elle produit, pourrait à terme également se retourner contre l'Iran.

D'une part, parce que la base populaire dont ces groupes armés dépendent – parfois autant, sinon plus que du soutien iranien – s'interroge de plus en plus sur leur légitimité à se maintenir dans une situation post-conflit. Les mouvements sociaux survenus au Liban et en Irak au cours de l'année 2019 en sont un exemple alors qu'ils sont en partie animés par une société civile chiite qui avait pu auparavant soutenir l'action du Hezbollah et des Hashd al-Chaabi. D'autre part, car la surenchère milicienne visant à « prouver » son utilité à Téhéran, semble provoquer des prises de risques non calculées, à l'instar de l'attaque à la roquette perpétrée par Kata'ib Hezbollah sur la base américaine en décembre 2019, laquelle a débouché sur une escalade qui aura finalement coûté la vie à son chef, Abou Mehdi al-Mouhandis en même temps qu'au général Soleimani (cf. *supra*).

Le développement par l'Iran des Forces Locales de Défense (FLD) en Syrie en complément des Forces de Défense Nationales vient nourrir plusieurs hypothèses sur le cap actuel de l'intervention iranienne dans le pays. Comme dans le cas irakien, cette nouvelle architecture milicienne pourrait avoir été créée pour faire face à un contexte de multiplication effrénée des groupes et sous-groupes miliciens. Comme nous l'avons vu, cette méthode permet de hiérarchiser et d'endoctriner des nouvelles milices puis à les intégrer à l'appareil de l'État-hôte. Ce resserrement autour des FLD en Syrie pourrait de même révéler l'usure de l'assistance iranienne, forcée de se reconcentrer sur une poignée d'entités plus facilement contrôlables.

La première victime de la rationalisation en cours du réseau milicien pourrait toutefois bien être le principe de non-attribution et de déni plausible. L'Iran a jusqu'ici réussi à faire preuve de retenue en s'appuyant sur les forces d'action clandestine d'al-Qods et les groupes les plus développés tels que le Hezbollah. Mais la main de Téhéran semble aujourd'hui de plus en plus visible. L'emploi désormais courant de missiles balistiques ou de

croisière indique autant une nouvelle capacité de l'Iran à se porter au secours de ses milices, à la manière d'une réassurance d'ultime recours, qu'elle abaisse dangereusement le seuil de l'escalade.

Cette nouvelle visibilité s'accroît d'autant plus qu'elle est reproduite au niveau des milices par la prolifération balistique, tant en quantité qu'en terme de sophistication des arsenaux. Les conclusions du panel des experts de l'ONU sur les frappes des Houthis les liants intimement à l'assistance iranienne, tout autant que le Precision Project dont bénéficie le Hezbollah, semblent en effet difficilement compatibles avec le maintien du principe de non-attribution et au-delà de l'absence d'actions plus offensives contre son réseau milicien.

Conclusion

Non sans succès l'Iran a poursuivi ces dernières années au Moyen-Orient et en Asie centrale, la construction d'un vaste réseau milicien menant de front activités politiques – voire caritatives et sociales – et militaires. En intégrant le jeu politique de leurs pays respectifs, des groupes comme le Hezbollah libanais et les Hashd al-Chaabi, offrent aujourd'hui des moyens d'influence considérables à Téhéran. Par ailleurs les capacités militaires de ces derniers se sont grandement accrues au cours des dernières années au point d'en faire de redoutables adversaires hybrides, maniant aussi bien l'attentat à la bombe et la guérilla que les drones et la frappe balistique.

Il est pourtant permis de se demander si l'Iran n'a pas outrepassé le seuil d'exposition au-delà duquel son « Axe de Résistance » coaliserait l'opposition des populations des pays hôtes en plus de celle de ses adversaires de la région. En Irak et au Liban où l'influence iranienne est aujourd'hui de plus en plus associée à la corruption endémique du pays, à la faiblesse des services publics et à l'insécurité, l'édifice patiemment construit par al-Qods au cours des dernières décennies apparaît plus fragile que jamais. Outre les crises politique et économique profondes que traversent les pays de l'Axe, la mise à l'épreuve que constitue la crise sanitaire coronavirus Covid-19, d'une ampleur jamais vue, risque fort d'accentuer un contraste déjà peu favorable entre les pays sous influence iranienne et le reste du Moyen-Orient.

Les groupes armés et politiques de l'Axe seront-ils un jour capables de jouer un rôle constructif, indépendamment ou en coordination avec leur parrain iranien ? S'il est impossible de répondre précisément à cette question la gravité des problèmes de politique intérieure porte à croire qu'une part importante de leur énergie pourrait se porter demain sur la gestion de la crise au détriment de leur activisme à l'échelle régionale. À plus long terme, Téhéran aura à évaluer l'efficacité de sa stratégie dans le nouveau contexte de compétition entre puissances au Moyen-Orient. Face à des armées occidentales sophistiquées, mais évoluant sous fortes contraintes politiques et stratégiques, l'« Axe de Résistance » a joui d'une grande flexibilité, opérant, selon les circonstances, dans des formes de combat de haute intensité ou au contraire dans la clandestinité. Une telle posture semble difficilement tenable alors que l'Iran recherche aujourd'hui une présence plus officielle dans un certain nombre de pays, impliquant en retour les défis de la responsabilité et de la modernisation.

Annexes

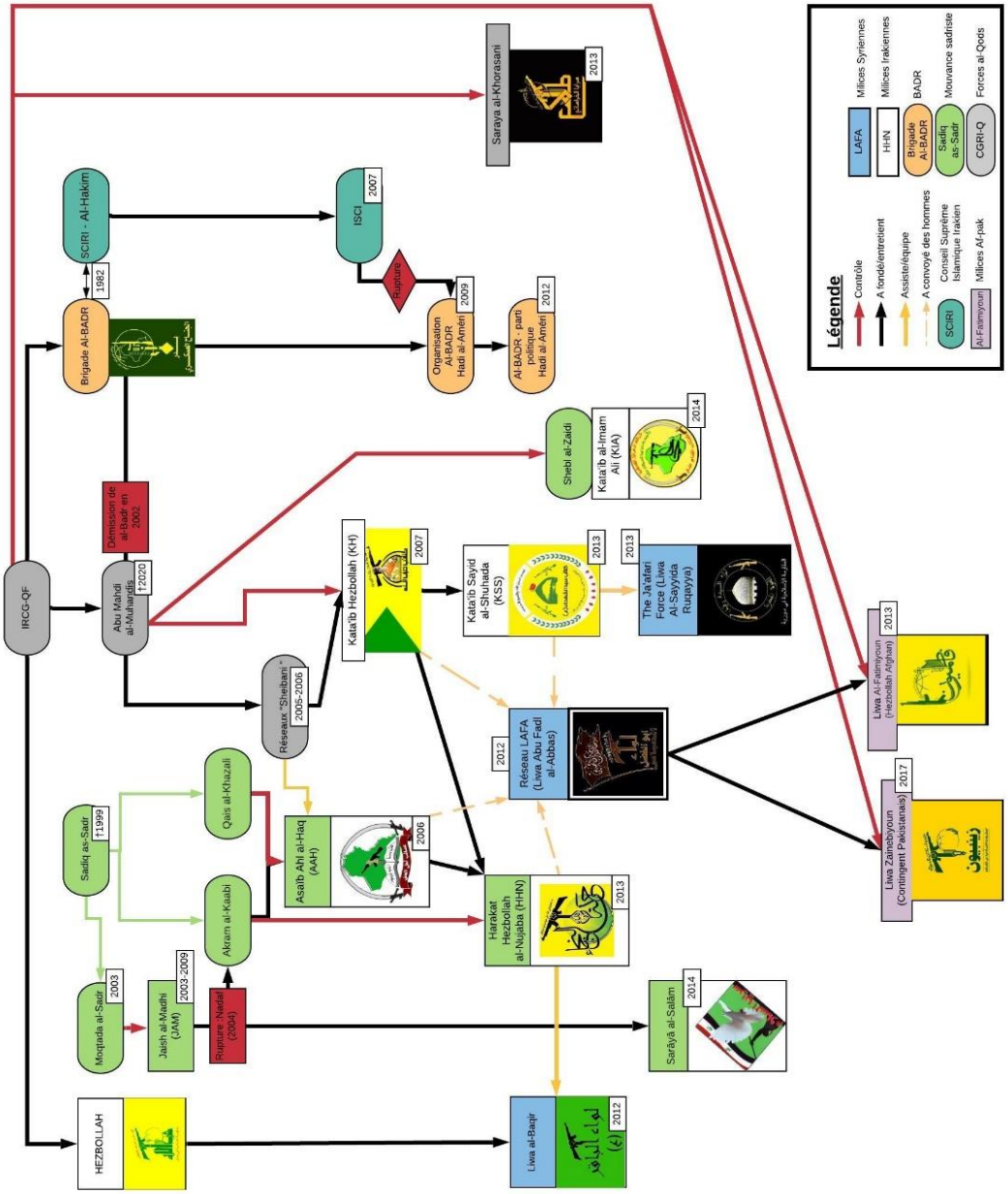
Annexe 1 : les groupes armés de l'« Axe de Résistance »

Pays	Nom du groupe	Dirigeant	Date de création	Effectifs estimés
Bahrein	Saraya Al-Ashtar	-	2013	-
Liban	Hezbollah	Hassan Nasrallah	1982	25 -45 000
Irak	Organisation Badr	Hadi al-Ameri	1982	20 -50 000
	Harakat Hezbollah al-Nujaba	Akram al-Kaabi	2013	4-7000
	Kata'ib Hezbollah	-	2007	10 000
	Asa'ib Ahl al-Haq	Qais al-Khazali	2006	10 000
Syrie	Liwa al Baqir	Sous commandement iranien	2012	3 000
	Forces de défense nationales		2012	50 000
Gaza	Hamas	Ismaël Haniyeh	1987	25 000
	Djihad Islamique	Ziad Nakhalé	1970	8 000
Yémen	Ansar Allah	Abdul Malik al-Houthi	1997	180-200 000[133]
Afghanistan	Liwa Fatemiyoun	Sous commandement iranien	2012	15-20 000
Pakistan	Liwa Zainebiyoun		2014	1 000

Source : Iran Military Power: Ensuring Regime Survival and Securing Regional Dominance, Department of Defense ; Countering Extremism Project ; Temperature Rising.

133. R. Mansour et P. Salisbury, *Between Order and Chaos: A New Approach to Stalled State Transformations in Iraq and Yemen*, Chatham House, 2019, p. 22.

Annexe 2 : l'« Axe de Résistance » en Irak et en Syrie



Source : Vincent Tourret

Annexe 3 : l'arsenal balistique des proxys

Nom	Date	Portée (en km)	Catégorie	Spécification	Utilisateurs
Fajr-1 à Fajr-5	1980-2010	45-75	Roquettes	Variante de *Katiousha* nord-coréens	Iran Hezbollah Milices irakiennes
Zelzal-1 *Zelzal-2* *Zelzal-3*	1990 1998 2007	160 220 200	Roquettes	-	Iran Hezbollah
Tondar-69	1992	150	SRBM	Conversion de missiles sol-air *SA-2*	Iran Houthis (*Qaher-1*)
Shahab-1 *Shahab-2*	1988 1998	350 500	SRBM	Dérivé *Scud-B* Dérivé du *Scud-C*	Iran Hezbollah
Fateh-110 (1re génération) *Fateh-110B* (2e génération) *Fateh-110C* (3e génération) *Fateh-110D* (4e génération)	2002 2004 2010 2012	200 250 300 300	SRBM	Dérivé du *Zelzal* Capacités équivalentes *Scud-B*	Iran Hezbollah Kataib' Hezbollah
Qiam-1 *Qiam-2*	2010 2010	700-800 800-1000	SRBM	Dérivé du *Shahab-2* Capacités équiv. *Scud-C*	Iran Houthis (*Burkan* 1 et 2H)
Fateh-313 ou *Badr-313*	2015	500	SRBM	-	Iran
Zulfiqar	2016	750	SRBM	Amélioration de la portée d'un *Fateh-313*	Iran
Soumar	2015	1000-1300 2500-3000 (ER)	-	Missile de croisière dérivé du système KH-55 (Russie)	Iran Houthis (Qud-1 avec portée dégradée 900-1000)
Shahab-3	2003	1000	MRBM	Dérivé du *No Dong* (Corée du Nord)	Iran
Ghadr 1	2007	1600	MRBM	Variante du *Shahab-3*	Iran
Emad-1	2015	1700-2000	MRBM	Variante du *Shahab-3* (tête type MARV)	Iran
Khorramshahr-1	2017	2000	MRBM	Variante du *Musudan* (Corée du Nord)	Iran

Source : M. Eisenstadt, « The Role of Missiles in Iran's Military Strategy », Research Notes n°39, The Washington Institute for Near East Policy, novembre 2016 ; A.H. Cordesman, « Iran's Rocket and Missile Forces and Strategic Options », CSIS, 7 octobre 2014 et S. Mitzze, « The Oryx Handbook of Iranian Ballistic Missiles and Artillery Rockets », The Oryx Blog, 2019.

Institut français
des relations
internationales